

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 1998-1999

---

25 NOVEMBRE 1998

---

**Proposition de loi complétant l'article 7, § 2bis, 2°, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, inséré par la loi du... interdisant la publicité pour les produits du tabac**

---

## RAPPORT

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES SOCIALES  
PAR M. HAPPART

---

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : Mme Maximus, présidente; M. Buelens, Mme Cantillon, MM. G. Charlier, Coene, Mme Delcourt-Pêtre, MM. Destexhe, D'Hooghe, Hazette, Mmes Merchiers, Nelis-Van Liedekerke, MM. Olivier, Poty et Santkin.

2. Membres suppléants : MM. Ph. Charlier, Devolder, Mmes Jeanmoye, Lizin, M. Moens, Mme Van der Wildt, MM. Verreycken et Happart, rapporteur.

3. Autres sénateurs : Mme Dardenne, M. Delcroix, Mme Dua, MM. Foret, Hatry et Istasse.

*Voir:*

**Documents du Sénat:**

**1-811 - 1997/1998:**

- N° 1: Proposition de loi de M. Charlier et consorts.
- N° 2: Avis rendu au nom de la Commission des Finances et des Affaires économiques.
- N° 3: Amendement.
- N° 4: Amendement.

**1-811 - 1998/1999:**

- N° 5: Amendements.
- N° 6: Avis du Conseil d'État

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 1998-1999

---

25 NOVEMBER 1998

---

**Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 7, § 2bis, 2°, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, ingevoegd door de wet van... houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten**

---

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT DOOR  
DE HEER HAPPART

---

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : mevrouw Maximus, voorzitter; de heer Buelens, mevrouw Cantillon, de heren G. Charlier, Coene, mevrouw Delcourt-Pêtre, de heren Destexhe, D'Hooghe, Hazette, de dames Merchiers, Nelis-Van Liedekerke, de heren Olivier, Poty en Santkin.

2. Plaatsvervangers : de heren Ph. Charlier, Devolder, de dames Jeanmoye, Lizin, de heer Moens, mevrouw Van der Wildt, de heren Verreycken en Happart, rapporteur.

3. Andere senatoren : mevrouw Dardenne, de heer Delcroix, mevrouw Dua, de heren Foret, Hatry en Istasse.

*Zie:*

**Gedr. St. van de Senaat:**

**1-811 - 1997/1998:**

- Nr. 1: Wetsvoorstel van de heer Charlier c.s.
- Nr. 2: Advies uitgebracht namens de commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden.
- Nr. 3: Amendement.
- Nr. 4: Amendement.

**1-811 - 1998/1999:**

- Nr. 5: Amendementen.
- Nr. 6: Advies van de Raad van State.

La commission a consacré à cette proposition, en même temps qu'à la proposition de loi n° 1-812/1, 1997-1998, une première série de discussions lors de ses réunions des 13 et 21 janvier et 4 et 10 février 1998. Au cours de ces discussions, elle a pris connaissance de l'avis que la Commission des Finances et des Affaires économiques a émis le 19 décembre 1997 concernant ces deux propositions.

Le 6 juillet 1998, le Conseil de l'Union européenne a adopté la directive 98/43/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de publicité et de parrainage en faveur des produits du tabac.

À la lumière de cette directive, la commission a poursuivi ses travaux les 20 et 22 octobre et les 9, 24 et 25 novembre 1998.

\*  
\* \*

## I. DISCUSSIONS ANTÉRIEURES À L'ADOPTION DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE 98/43/CE

### A. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'AUTEUR PRINCIPAL

L'auteur principal fait remarquer que l'objectif de la proposition est l'adéquation entre la législation belge et le projet de directive émanant du Conseil des ministres européens de la Santé. La proposition tend à adapter les dates d'entrée en vigueur de la loi belge interdisant la publicité pour les produits du tabac aux dates retenues dans la directive.

Le but de la loi belge interdisant la publicité était d'essayer de montrer l'exemple à l'Europe et d'influencer la décision européenne, décision qui est intervenue entre-temps. Il serait toutefois dommage de faire plus que la directive européenne. On peut s'imaginer que les voisins de la Belgique adaptent leur législation aux dates prévues dans la directive européenne, ce qui paraît tout à fait cohérent. Ces dates révèlent que l'on peut continuer à parrainer les événements à caractère international jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2006.

L'orateur insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une proposition de loi qui touche exclusivement Francorchamps, mais, au contraire, toutes les activités, culturelles, sportives et autres, à caractère international. La date de 2006 est réaliste puisqu'elle donne aux organisateurs des activités internationales le temps pour trouver d'autres sponsors. Nous ne pouvons pas mettre en péril ces activités, qui ont un impact considérable sur un grand public, et qui ont aussi engendré des activités économiques non négligeables. Il y va

De commissie heeft aan dit wetsvoorstel, samen met het wetsvoorstel nr. 1-812/1, 1997-1998 een eerste reeks besprekingen gewijd tijdens haar vergaderingen van 13 en 21 januari en 4 en 10 februari 1998. Tijdens deze besprekingen werd kennis genomen van het advies dat de commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden op 19 december 1997 over de beide voorstellen heeft uitgebracht.

Op 6 juli 1998 werd door de Raad van de Europese Unie de richtlijn 98/43/EG betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten op het gebied van reclame en sponsoring voor tabaksproducten aangenomen.

De commissie heeft in het licht van deze richtlijn haar werkzaamheden voortgezet op 20 en 22 oktober en op 9, 24 en 25 november 1998.

\*  
\* \*

## I. BESPREKINGEN VOOR DE AANNEMING VAN DE EUROPESE RICHTLIJN 98/43/EG

### A. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HOOFDINDIENER

De hoofdindiener merkt op dat het wetsvoorstel ernaar streeft de Belgische wetgeving af te stemmen op de ontwerprichtlijn van de Raad van Europese ministers van Volksgezondheid. Het wetsvoorstel wil de data van inwerkingtreding van de Belgische wet houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten doen samenvallen met de data in de richtlijn.

De Belgische reclamewet had tot doel een voorbeeld te geven aan Europa en de Europese besluitvorming te beïnvloeden die ondertussen reeds tot stand is gekomen. Het zou echter betreurenswaardig zijn meer te doen dan de Europese richtlijn vraagt. Het laat zich denken dat onze buurlanden hun wetgeving aanpassen aan de data van de Europese richtlijn, wat volstrekt logisch overkomt. Uit die data kan men afleiden dat voor internationale evenementen de sponsoring kan doorgaan tot 1 oktober 2006.

Spreker wijst erop dat dit wetsvoorstel niet alleen voor Francorchamps gevolgen heeft maar daarentegen ook voor alle culturele en sportevenementen als ook andersoortige evenementen op het internationale niveau. Als streefdatum blijkt het jaar 2006 haalbaar omdat de organisatoren van internationale activiteiten zo voldoende tijd krijgen om andere sponsors te vinden. Wij mogen die activiteiten niet in het gedrang brengen. Ze spreken een ruim publiek aan en doen een niet te verwaarlozen aantal economische activitei-

aussi de l'image de la Belgique que l'organisation de telles activités valorise sur le plan international.

## B. DISCUSSION

Une sénatrice souligne qu'au niveau européen, on n'est parvenu qu'à l'adoption d'un point de vue commun par le Conseil des ministres et que rien ne garantit que le Parlement européen s'y ralliera. Il y a des raisons de supposer que des amendements seront déposés pour raccourcir les délais d'entrée en vigueur. Dans la proposition du Conseil des ministres, ces délais sont exceptionnellement longs, même pour les critères européens.

Un commissaire estime que la commission se trouve dans une situation passablement hallucinante. Les propositions en discussion concernent la modification d'une loi qui n'a même pas encore été publiée au *Moniteur belge*. En outre, elles s'inspirent d'une réglementation européenne qui en est encore au stade du projet.

L'intervenant estime que le Sénat nuirait à sa propre crédibilité en modifiant immédiatement des textes qui ont été adoptés en séance plénière. En outre, le dépôt de ces propositions est dû exclusivement à des pressions exercées de l'extérieur. Le nom d'Ecclestone est cité à plusieurs reprises dans l'avis de la Commission des Finances et des Affaires économiques.

Le ministre de la Santé publique esquisse la façon dont le processus décisionnel s'est déroulé au sein du Conseil des ministres européens. La majorité obtenue au niveau européen en décembre était une majorité qualifiée spéciale. Dès le début de la discussion, il était clair que quatre membres, à savoir l'Allemagne, l'Espagne, l'Autriche et le Danemark, ne donneraient pas leur voix à la majorité qualifiée spéciale, avec pour conséquence, que les dix pays qui avaient opté pour un délai plus bref devaient tenter de trouver un accord avec le Royaume-Uni, qui avait opté pour un délai plus long.

Selon le ministre, la décision du Parlement, qu'il faut situer dans le cadre de la codécision, ne peut aboutir qu'à un raccourcissement des délais convenus au Conseil des ministres.

Étant donné que les délais prévus par le texte européen concernent des dates limites, on peut supposer que divers États n'utiliseront pas pleinement ces limites et fixeront des délais plus brefs. Comme certains États membres ont déjà inscrit dans leur législation une interdiction totale de publicité pour les produits du tabac, il n'est pas non plus intellectuellement correct d'attribuer à la Belgique un rôle de précurseur.

Un commissaire estime qu'il importe que la Belgique adopte avec les autres pays européens un point de

ten ontstaan. Ook het imago van België dat door deze evenementen buiten de landsgrenzen een ruime erkenning krijgt, staat op het spel.

## B. BESPREKING

Een senator wijst erop dat op Europees niveau enkel een gemeenschappelijk standpunt door de Raad van ministers werd bereikt en dat niets garandeert dat het Europees Parlement zich hierbij zal aansluiten. Er zijn redenen om aan te nemen dat amendementen zullen worden ingediend om de termijnen van inwerkingtreding te verkorten. Deze termijnen zijn in het voorstel van de Raad van ministers, ook naar Europese begrippen, uitzonderlijk lang.

Een lid is van oordeel dat de commissie zich in een vrij hallucinante situatie bevindt. De voorstellen die hier ter bespreking voorliggen betreffen de wijziging van een wet die nog niet eens werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. Bovendien werden zij ingegeven door een Europese regelgeving die zich nog in een ontwerpfasen bevindt.

Hij meent dat de Senaat zijn eigen geloofwaardigheid aantast door teksten die in plenaire vergadering werden goedgekeurd, onmiddellijk te gaan wijzigen. Bovendien zijn deze voorstellen uitsluitend ingegeven door druk van buitenaf. De naam Ecclestone wordt herhaaldelijk vermeld in het advies van de commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden.

De minister van Volksgezondheid schetst de wijze waarop de besluitvorming in de Europese Raad van ministers tot stand is gekomen. De meerderheid die op Europees niveau in december tot stand kwam, was een bijzondere gekwalificeerde meerderheid. Van bij het begin van de discussie was duidelijk dat vier leden, met name Duitsland, Spanje, Oostenrijk en Denemarken niet hun medewerking aan de bijzondere gekwalificeerde meerderheid zouden verlenen. Dit had tot gevolg dat de tien landen die een kortere termijn verkozen een akkoord moesten trachten te vinden met het Verenigd Koninkrijk, dat opteerde voor een langere termijn.

Volgens de minister kan de beslissing van het Parlement, te situeren in het kader van de co-decisie, alleen leiden naar een verkorting van de termijnen afgesproken in de Raad van ministers.

Aangezien de termijnen waarin de Europese tekst voorziet, limietdata betreffen, mag worden aangenomen dat meerdere staten die limieten niet ten volle zullen benutten en kortere termijnen zullen bepalen. Aangezien er lidstaten zijn die in hun wetgeving reeds een volledig reclameverbod inzake tabaksproducten hebben ingeschreven, is het ook intellectueel niet juist België een voortrekkersrol toe te bedelen.

Een lid acht het belangrijk dat België een gemeenschappelijk standpunt inneemt met de andere Euro-

vue commun concernant le parrainage des activités sportives et culturelles. Il ne faut pas perdre de vue que les activités culturelles et sportives internationales ont une incidence importante sur la vie économique.

Un sénateur ajoute que rien ne doit empêcher le Sénat de modifier la législation adoptée précédemment. En outre, cette question est importante pour l'image de marque de la Belgique.

Le préopinant considère que pour l'élaboration de la réglementation belge, il convient de tenir compte du point de vue que notre ministre a adopté au sein du Conseil des ministres européens.

Un sénateur souligne que le débat ne concerne ni une matière communautaire, ni une matière induisant une opposition majorité-minorité. Un certain pragmatisme est dès lors de mise. Tout d'abord, on ne peut pas trop s'écarter du point de vue général européen. Dans le même temps, on ne peut pas non plus prendre le risque de mettre en péril d'importantes manifestations et activités, étant donné que cela peut entraîner de graves problèmes sociaux et économiques.

L'intervenant suivant fait observer que la date limite est l'an 2006 et qu'on peut l'anticiper. Il n'y a pas de problème majeur à ce que la Belgique adopte la date de 2004 au lieu de 2006.

M. Ph. Charlier et consorts déposent l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 1-811/3, 1997-1998), qui vise à adapter le texte comme suit :

« Art. 2

*À l'article 2, troisième tiret, remplacer les mots « jusqu'au 30 septembre 2006 » par les mots « jusqu'au 30 septembre 2004. »*

Justification

*Il apparaît que les délais devraient être suffisants pour permettre aux organisateurs des manifestations concernées de disposer du temps nécessaire pour trouver des publicités ou des sources de financement alternatives.*

La commission convient ensuite de suspendre les débats jusqu'à ce que l'on sache plus clairement à quoi s'en tenir sur le contenu précis de la directive européenne en préparation.

Certains membres proposent cependant que l'on invite un représentant de la Commission de la Santé publique du Parlement européen à fournir des précisions sur l'état d'avancement de cette directive.

pese landen wat betreft de sponsoring van sportieve en culturele activiteiten. Er kan daarbij niet worden voorbijgegaan aan het feit dat de internationale culturele en sportactiviteiten een belangrijke impact op het economisch leven hebben.

Een senator voegt hieraan toe dat er de Senaat niets in de weg kan staan de vroeger aangenomen wetgeving te wijzigen. Bovendien is deze aangelegenheid belangrijk voor het imago van België.

De vorige spreker meent dat bij de totstandkoming van de Belgische regelgeving rekening dient te worden gehouden met het standpunt dat onze minister in de Europese Raad van ministers heeft ingenomen.

Een senator beklemtoont dat het gevoerde debat noch een communautaire aangelegenheid betreft, noch een aangelegenheid waarin de tegenstelling meerderheid-minderheid tot uiting komt. Daarom is enig pragmatisme geboden. Vooreerst mag niet te zeer worden afgeweken van het algemeen Europees standpunt. Tevens kan niet het risico worden genomen dat belangrijke manifestaties en activiteiten in het gedrang komen, aangezien dit zware sociale en economische problemen tot gevolg kan hebben.

Een volgende spreker merkt op dat de limietdatum 2006 is en dat daaronder kan worden gegaan. De spreker ziet geen fundamenteel probleem om voor België de datum van 2004 in plaats van 2006 te nemen.

De heer Ph. Charlier c.s. dienen het amendement nr. 1 in (Stuk Senaat, nr. 1-811/3, 1997-1998) dat ertoe strekt de tekst aldus aan te passen :

« Art. 2

*In het derde gedachtestreepje de woorden « tot 30 september 2006 » vervangen door de woorden « tot 30 september 2004. »*

Verantwoording

*Deze termijnen lijken lang genoeg om de organisatoren van de betrokken evenementen de nodige tijd te gunnen om andere sponsors of financieringsbronnen te vinden.*

De commissie komt hier overeen dat de debatten worden geschorst tot er meer duidelijkheid is over de precieze inhoud van de Europese richtlijn die wordt voorbereid.

Een aantal leden stellen wel voor dat een vertegenwoordiging van de commissie Volksgezondheid van het Europees Parlement wordt uitgenodigd om nadere toelichting te verstrekken met betrekking tot de stand van zaken in verband met deze richtlijn.

**C. ÉCHANGE DE VUES AVEC M. P. LANNOYE, VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS DU PARLEMENT EUROPÉEN, LE 4 FÉVRIER 1998**

M. Lannoye signale que ce qu'il va dire reflète non pas l'opinion de tous les membres de sa commission, mais celle d'une grande majorité de ceux-ci.

Il commence par donner un bref aperçu historique. La proposition de directive de la Commission européenne date du 27 juin 1991. À l'époque, elle s'inscrivait dans le cadre d'une procédure de coopération. Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht, la proposition doit être adoptée par «co-décision». La proposition était très stricte et prévoyait une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Les amendements déposés au Parlement européen visaient à rendre le régime proposé encore plus strict.

La procédure a finalement débouché sur une interpellation du Conseil et, il a été impossible, pendant six ans, de trouver une majorité au sein de celui-ci. Aujourd'hui, il n'y a toujours pas de position commune, mais il y a un accord politique préliminaire qui date du 5 octobre 1997. Cet accord prévoit une série de périodes de transition. La date ultime, qui concerne des événements de portée mondiale, est fixée en 2006.

Il y a cependant une incohérence entre ce texte et la politique agricole de l'Europe, dans le cadre de laquelle on continue à subventionner la production du tabac dans certains États membres.

Un membre s'enquiert de la manière dont on va réduire les subventions à la production du tabac et demande quelles mesures l'on va adopter au niveau européen pour éviter que le citoyen européen soit touché par la publicité pour les produits du tabac qui est faite par l'intermédiaire de la télédiffusion.

M. Lannoye souligne que les possibilités dont dispose le Parlement européen pour amender le texte sont limitées en raison des amendements qui ont déjà été adoptés en première lecture et des modifications qui ont été apportées par le Conseil.

Pour ce qui est de la publicité télévisée pour les produits du tabac, il existe une possibilité d'intervention. Jusqu'à présent, l'on n'a pas encore réfléchi sérieusement à la question.

Le problème des subventions à la production du tabac relève de la compétence de la commission de l'Agriculture.

Un membre fait remarquer que l'objectif de la proposition de loi était de mettre la réglementation belge en conformité avec la norme européenne. L'intervenant souligne que toute modification du

**C. GEDACHTEWISSELING MET DE HEER P. LANNOYE, ONDERVOORZITTER VAN DE COMMISSIE MILIEUBEHEER, VOLKSGEZONDHEID EN CONSUMENTENBESCHERMING VAN HET EUROPEES PARLEMENT, OP 4 FEBRUARI 1998**

De heer Lannoye merkt op dat hij zich zelf niet representatief acht voor alle leden van zijn commissie, wel voor een grote meerderheid ervan.

De spreker geeft een kort historisch overzicht. Het voorstel van richtlijn van de Europese Commissie dateert van 27 juni 1991, toentertijd te situeren in een procedure van samenwerking. Het voorstel dient nu, sinds de inwerkingtreding van het Verdrag van Maastricht, bij «co-decisie» te worden aangenomen. Het voorstel was vrij strikt en voorzag in een inwerkingtreding op 1 januari 1993. De amendementen die in het Europees Parlement werden ingediend, gingen in de richting van een nog striktere regeling.

De zaak is uitgemond in een interpellatie van de Raad, waarbinnen gedurende 6 jaar geen meerderheid kon worden gevonden. Nu nog is er geen gemeenschappelijke stelling, wel een preliminair politiek akkoord dat dateert van 5 december 1997. Dit akkoord voorziet in een reeks van overgangperiodes. De ultieme datum, die betrekking heeft op evenementen met mondiale draagwijdte, is 2006.

Op dit moment is er echter een incoherentie van deze tekst met het Europese landbouwbeleid, dat nog steeds doorgaat met het subsidiëren van de tabaksteelt in bepaalde Europese landen.

Een lid informeert naar de wijze waarop men zal overgaan tot een vermindering van de subsidiëring van de tabaksteelt, alsmede naar de stappen die op Europees niveau zullen worden gedaan om te verhinderen dat reclame voor tabaksproducten de Europese burger bereikt via de kabeltelevisie.

De heer Lannoye wijst er op dat het Europees Parlement beperkt is in zijn mogelijkheden om de tekst te amenderen, vooreerst ten aanzien van de amendementen die reeds in eerste lezing werden aangenomen en anderzijds ten aanzien van de wijzigingen die werden aangebracht door de Raad.

Met betrekking tot de televisiereclame voor tabaksproducten kan eventueel nog worden opgetreden. Tot op heden werd aan deze problematiek echter geen bijzondere reflexie gewijd.

De problematiek van de subsidiëring van de tabaksteelt ressorteert onder de bevoegdheid van de commissie voor de landbouw.

Een lid merkt op dat de doelstelling van het wetsvoorstel bestond in de gelijkstelling van België met de Europese norm. De spreker wijst erop dat 14 leden hun instemming moeten verlenen met een wijziging

projet de directive requiert l'accord de 14 membres. Le texte s'inscrit dans le cadre de la procédure de codécision, sous la présidence anglaise. Plusieurs États ont demandé une prolongation du délai.

De plus se pose la question des marques. Il y a une contradiction entre le texte de l'initiative européenne et le Traité de Paris relatif aux marques, d'une part, et le principe du marché intérieur, d'autre part. Ces contradictions peuvent même faire l'objet d'un recours au niveau du GATT. S'il y a effectivement une contradiction, celle-ci devra être constatée avant que la Belgique n'adapte sa législation interne à la directive en question.

M. Lannoye relève qu'on ne dispose pas encore de la version finale du texte qui sera adopté par le Conseil. Bon nombre de parlementaires européens ont l'intention d'évoluer vers un texte plus strict. La date butoir initiale était 1993; elle est à présent fixée à 2006. De plus, l'intervenant ne décèle aucune contradiction entre le texte et le marché intérieur. La libre circulation des biens n'a rien à voir avec la publicité qui peut être faite pour ces mêmes biens.

Un membre observe que si les majorités requises ne sont pas atteintes au sein des institutions européennes concernées, il n'y aura tout simplement pas de directive. Il ne faut pas perdre cette possibilité de vue.

M. Lannoye répond que si on ne parvient pas à atteindre une majorité suffisante au Parlement pour amender le texte, hypothèse à laquelle l'intervenant ne croit pas, le texte actuel deviendra directive. En ce qui concerne l'interprétation du texte européen existant, il est clair qu'il faudra faire la clarté dans les noms de marques de manière à éviter toute confusion avec les marques de tabac.

Un membre demande quand la directive européenne devrait normalement être adoptée.

M. Lannoye pense que si la position commune est adoptée officiellement en février, on peut s'attendre à ce que le texte soit déposé au Parlement européen en mars. Le Parlement a trois mois pour adopter des amendements en seconde lecture. Le texte est alors renvoyé au Conseil. On peut logiquement s'attendre à ce que la directive soit adoptée dans le courant de l'été.

Un membre demande si le gouvernement prend également position officiellement sur la date de 2006.

Le ministre de la Santé publique répond que le gouvernement belge n'a jamais pris position en la matière, dès lors qu'il s'agit d'une initiative parlementaire. Lui-même a toujours donné la préférence à une période transitoire la plus courte possible. Au cours des discussions, la Belgique a marqué son accord sur la date limite de 2006 parce qu'une majorité qualifiée

van de ontwerp-richtlijn. De tekst situeert zich in de procedure van de «co-decisie», de afhandeling valt onder het Engelse voorzitterschap en een aantal staten vragen bijkomende termijnen.

Bovendien is er de vraag met betrekking tot de merken. Er bestaat een contradictie tussen de Europese initiatieftekst en het Verdrag van Parijs inzake de merken enerzijds, en het beginsel van de interne markt anderzijds. Deze contradicties kunnen zelfs op het niveau van de GATT worden aangevochten. Indien er terzake inderdaad een tegenstrijdigheid is, moet die worden vastgesteld vooraleer België zijn interne wetgeving aan die richtlijn aanpast.

De heer Lannoye merkt op dat er nog geen eindversie bestaat van de tekst zoals die door de Raad zal worden aangenomen. De bedoeling van vele Europese parlementsleden is te evolueren tot een striktere tekst. De oorspronkelijke streefdatum was 1993, nu ligt de ultieme datum in 2006. Verder meent de spreker geen contradictie te kunnen vaststellen tussen de tekst en de interne markt. Het vrije verkeer van goederen heeft niets te maken met de reclame die voor deze goederen kan worden gemaakt.

Een lid merkt op dat wanneer de vereiste meerderheden niet worden bereikt in de betrokken Europese instellingen, er gewoonweg geen richtlijn zal zijn. Deze mogelijkheid mag niet uit het oog worden verloren.

De heer Lannoye antwoordt dat wanneer geen voldoende meerderheid in het Parlement voor een amendement zou worden gevonden — hypothese waarin de spreker niet geloofd —, zal de huidige tekst richtlijn worden. Wat betreft de interpretatie van de bestaande Europese tekst, is het duidelijk dat men tot een clarificatie zal komen van de merknamen, zodanig dat de verwarring met de tabaksmerken zal worden opgeheven.

Een lid vraagt wanneer men normalerwijze de Europese richtlijn mag verwachten.

De heer Lannoye meent dat wanneer het gemeenschappelijk standpunt in februari officieel wordt aangenomen, men mag verwachten dat de tekst in maart in het Europese Parlement wordt ingediend. Het Parlement heeft drie maanden om amendementen in tweede lectuur aan te nemen. Dan moet de tekst terug naar de Raad. Logischerwijs mag men verwachten dat de richtlijn in de zomer zal worden aangenomen.

Een lid vraagt of de regering ook officieel stelling neemt bij de datum van 2006.

De minister van Volksgezondheid antwoordt dat de Belgische regering terzake nooit stelling heeft genomen aangezien het om een parlementair initiatief gaat. Hijzelf heeft steeds de voorkeur gegeven aan een zo kort mogelijke overgangperiode. Tijdens de besprekingen heeft België zijn akkoord betuigd aan de uiterste datum van 2006 omdat een gekwalifi-

était requise et qu'en outre la directive permet d'adopter des régimes à délai plus court au niveau national.

Une membre croit devoir contaster que l'on n'a plus aucun point de repère permettant de savoir quelles périodes transitoires peuvent être considérées comme «raisonnables». Cela n'a aucun sens de prendre position à ce sujet maintenant. L'amendement de M. Ph. Charlier et consorts concerne uniquement le troisième tiret de la proposition, alors que pour les autres types de publicité, on pourrait tout aussi bien opter pour une réduction des délais.

Un autre intervenant estime que le gouvernement doit prendre position dans cette discussion et qu'il ne peut se borner à s'en remettre à la sagesse des Chambres. Le gouvernement a du reste déjà pris une décision en la matière au niveau européen en choisissant la date de 2006. Le point de vue du gouvernement doit être exempt de toute ambiguïté.

Le ministre constate que le préopinant exige du gouvernement qu'il prenne clairement position dans ce dossier alors que dans d'autres matières, une telle prise de position du gouvernement serait considérée comme une immixtion inadmissible du pouvoir exécutif dans le travail législatif.

Une membre estime que le ministre a constaté à juste titre qu'il s'agit d'une initiative parlementaire et que le Parlement décide librement en la matière.

Une autre intervenante souligne qu'il s'agit d'une initiative de la Chambre et qu'il appartient dès lors surtout à la Chambre de faire les choix essentiels. De plus, elle juge impensable de passer au vote avant que la loi ne soit publiée. Elle craint par ailleurs qu'en prévoyant des exceptions dans la loi, on ne provoque certaines discriminations.

Un autre membre conteste que ce dossier concerne uniquement la Chambre. Dans un régime bicaméral, ce dossier est tout autant l'affaire du Sénat. Il n'est en rien exceptionnel qu'un texte de loi soit modifié avant sa publication au *Moniteur belge*.

Mme Delcourt-Pêtre dépose l'amendement n° 2 (doc. Sénat, n° 1-811/4, 1997-1998), qui est rédigé comme suit :

#### Art. 2

« Remplacer cet article par ce qui suit :

« Art. 2. — L'article 7, § 2bis, 2<sup>o</sup>, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, inséré par la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les

ceerde meerderheid vereist was, en omdat de richtlijn kortere-termijnregelingen op nationaal vlak mogelijk maakt.

Een lid meent te moeten vaststellen dat er geen enkele houvast meer bestaat omtrent de vraag welke overgangperiodes als «redelijk» mogen worden beschouwd. Het blijkt zinloos hierover nu stelling te nemen. Het amendement van de heer Ph. Charlier c.s. betreft alleen het derde gedachtestreepje in het voorstel, terwijl ten aanzien van de andere types van reclame evenzeer voor een verkorting van de termijnen zou kunnen worden geopteerd.

Een andere spreker is van oordeel dat de regering in deze discussie een standpunt moet innemen en er zich niet toe kan beperken te verwijzen naar de wijsheid van de Kamers. De regering heeft immers terzake reeds op het Europese vlak een beslissing genomen en gekozen voor de datum van 2006. Het standpunt van de regering moet ondubbelzinnig zijn.

De minister stelt vast dat de vorige spreker in dit dossier een duidelijke stellingname van de regering eist, terwijl in andere aangelegenheden een dergelijk regeringsstandpunt als een ongeoorloofde inmenging van de uitvoerende macht in het wetgevende werk zou worden bestempeld.

Een lid meent dat de minister terecht heeft vastgesteld dat het om een parlementair initiatief gaat waarover het Parlement vrijelijk beslist.

Een andere spreekster wijst er op dat het hier om een initiatief van de Kamer gaat en het derhalve in de eerste plaats aan de Kamer toekomt om de essentiële keuzes te doen. Ten tweede acht zij het ondenkbaar over te gaan tot een stemming vóór dat de wet bekend gemaakt wordt. Ten derde vreest zij, dat door in de wet uitzonderingen in te bouwen, het gevaar van discriminatie ontstaat.

Een ander lid is het er niet mee eens dat dit dossier alleen de Kamer aangaat. In een bicameraal stelsel is dit dossier net zo goed de zaak van de Senaat. Ook is het geenszins uitzonderlijk dat een wettekst wordt gewijzigd die nog niet in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt.

Mevrouw Delcourt-Pêtre dient het amendement nr. 2 (Stuk Senaat, nr. 1-811/4, 1997-1998) in, luidende :

#### Art. 2

« Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 2. — Artikel 7, § 2bis, 2<sup>o</sup>, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, ingevoegd door de wet van 10 december 1997 houdende verbod

*produits du tabac, est complété par la disposition suivante :*

*« — la publicité pour les produits du tabac faite dans des journaux et périodiques belges, jusqu'au 31 décembre 2001;*

*— la publicité pour les produits du tabac faite dans le cadre de tout parrainage, jusqu'au 31 décembre 2001;*

*— l'affichage de la marque d'un produit de tabac aux points de vente tabac, jusqu'au 31 décembre 2001. »*

#### Justification

*Par une entrée en vigueur postposée, cet amendement doit permettre aux secteurs bénéficiaires des retombées de la publicité pour le tabac sur le plan de l'emploi ou de leur organisation, d'assurer, par d'autres ressources ou d'autres moyens de financement, une réorientation de leurs activités.*

*Il vise également à prévoir une entrée en vigueur postposée identique pour tous les secteurs économiques visés, afin d'éviter toute discrimination en cette matière.*

*Cet amendement se justifie enfin par la perspective de la mise en œuvre de la directive européenne qui sera vraisemblablement votée à l'automne 1998.*

L'auteur relève que son amendement a pour but d'arriver à un compromis dans cette matière. Il vise à prévoir une période transitoire pour certaines formes de publicité et de parrainage jusqu'au 31 décembre 2001. Cette date est moins souple que celle prévue dans le projet de directive européenne, mais donne au secteur un peu plus de temps pour s'adapter que la législation actuelle. La période transitoire s'applique :

*— à la publicité dans les journaux et périodiques belges que l'interdiction place dans une situation délicate, dès lors que l'on ne pourra pas empêcher que des médias étrangers distribués sur le marché belge continuent à faire ce genre de publicité;*

*— au parrainage. Tous les types d'événements et d'organiseurs se voient réserver le même traitement afin d'éviter toute discrimination;*

*— à l'affichage de marques de produits de tabac dans les points de vente de tabac. Il s'agit d'un secteur où de nombreux emplois sont en jeu et auquel il convient de laisser une chance de s'adapter à la nouvelle réglementation.*

*op de reclame voor tabaksproducten, wordt aangevuld als volgt:*

*« — de reclame voor tabaksproducten in Belgische kranten en tijdschriften, tot 31 december 2001;*

*— de reclame voor tabaksproducten in het kader van allerlei sponsoring, tot 31 december 2001;*

*— het afficheren van het merk van een tabaksproduct in de verkooppunten van tabak, tot 31 december 2001. »*

#### Verantwoording

*Door de inwerkingtreding van de regeling uit te stellen biedt dit amendement de sectoren die op het vlak van de werkgelegenheid of in hun organisatie de gunstige weerslag van tabaksreclame ondervinden, de mogelijkheid hun werking aan te passen door gebruik te maken van andere middelen of financieringsbronnen.*

*Het beoogt eveneens de inwerkingtreding uit te stellen voor alle bedoelde sectoren van de economie om elke discriminatie op dat vlak te vermijden.*

*Dit amendement is ten slotte te rechtvaardigen met het oog op de uitvoering van de Europese richtlijn die waarschijnlijk in de herfst van 1998 goedgekeurd zal worden.*

De indienst merkt op dat het amendement tot doel heeft, in deze materie tot een compromis te komen. Het amendement strekt ertoe voor bepaalde vormen van reclame en sponsoring een overgangperiode in te bouwen tot 31 december 2001. Deze datum is minder soepel dan die bepaald in het voorstel van Europese richtlijn, maar geeft de sector toch iets meer de tijd om zich aan te passen dan in de huidige wetgeving het geval is. De overgangperiode geldt voor

*— de reclame in Belgische kranten en tijdschriften, die door het verbod in een moeilijke situatie worden gebracht aangezien niet zal kunnen worden verhinderd dat de buitenlandse media die bij ons op de markt komen, reclame blijven maken;*

*— de sponsoring. Hierbij worden alle soorten evenementen en organisatoren op dezelfde wijze behandeld teneinde discriminatie te voorkomen;*

*— het afficheren van merken op verkooppunten van tabaksproducten. Het betreft hier een sector waar heel wat banen in het geding zijn en die ook de kans moet krijgen om zich aan de nieuwe regeling aan te passen.*



## II. POURSUITE DES DISCUSSIONS CONSÉCUTIVES À LA PUBLICATION DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE CONCERNANT LE RAPPROCHEMENT DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES DES ÉTATS MEMBRES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ ET DE PARRAINAGE EN FAVEUR DES PRODUITS DU TABAC

Un membre fait observer qu'il a soutenu la demande visant à mettre les propositions en question à l'ordre du jour, parce qu'il trouve qu'il est temps de faire la clarté sur la question de savoir où ce dossier doit mener. En effet, depuis la dernière discussion au mois de février, il y a une série d'évolutions nouvelles. Tout d'abord, la directive européenne est entrée en vigueur; elle prévoit certes une interdiction de la publicité et du parrainage, mais fixe aussi une large période transitoire pour certains événements. Le ministre de la Santé publique, qui a représenté la Belgique au cours des discussions, ne s'est pas opposé à pareille réglementation.

Par ailleurs, le premier ministre a déclaré à la presse qu'il était partisan, quant à lui, d'un assouplissement de l'interdiction et qu'il avait eu une série de contacts à ce propos.

Le membre voudrait savoir, dès lors, si les divers partis membres du gouvernement approuvent ou non le point de vue du premier ministre et du ministre de la Santé publique.

Le gouvernement devrait lui aussi adopter, enfin, un point de vue clair à propos de ce dossier.

Un autre intervenant déclare qu'en tant que coauteur des propositions à l'examen, il n'avait qu'un seul but, à savoir celui de proposer, dans ce dossier très délicat, une solution qui pourrait convenir à tous dans une certaine mesure. Le fait que l'Union européenne ait adopté une directive qui va dans le même sens que les propositions à l'examen montre clairement que cette solution est défendable. Elle doit à tout le moins permettre d'amorcer une réflexion.

Il dit avoir été étonné par le bon sens dont le premier ministre a fait preuve en la matière. En tout cas, son groupe politique est lui aussi disposé à chercher une solution de manière constructive.

L'intervenant rappelle ensuite que la commission de l'Économie du Parlement wallon a adopté à l'unanimité une proposition de décret qui, malgré la loi sur les produits du tabac, permet d'autoriser dans certains cas le parrainage par des producteurs de tabac. L'on n'a pas encore placé la proposition en question à l'ordre du jour de la séance plénière pour

## II. VOORTZETTING VAN DE BESPREKINGEN NA DE BEKENDMAKING VAN DE EUROPESE RICHTLIJN BETREFFENDE DE ONDERLINGE AANPASSING VAN DE WETTELIJKE EN BESTUURSRECHTELIJKE BEPALINGEN VAN DE LIDSTATEN OP HET GEBIED VAN RECLAME EN SPONSORING VOOR TABAKSPRODUCTEN

Een lid merkt op dat hij de vraag om deze voorstellen op de agenda te plaatsen, heeft ondersteund omdat volgens hem de tijd is gekomen om duidelijkheid te scheppen over de vraag waar men met dit dossier naar toe wil. Sinds de laatste bespreking in februari van dit jaar hebben zich immers een aantal nieuwe evoluties voorgedaan. Vooreerst is de Europese richtlijn van kracht geworden die weliswaar in een reclame- en sponsoringverbod voorziet, maar die tegelijk voor bepaalde evenementen een ruime overgangstermijn vaststelt. De minister van Volksgezondheid, die België bij de besprekingen vertegenwoordigde, heeft zich niet tegen deze regeling verzet.

Daarnaast heeft de eerste minister tegenover de pers verklaard dat hij persoonlijk voorstander zou zijn van een versoepeling van het verbod en in dit verband een aantal contacten heeft gehad.

Het lid wenst derhalve te vernemen of de diverse regeringspartijen het standpunt van de eerste minister en van de minister van Volksgezondheid al dan niet kunnen bijtreden.

Ook de regering zou uiteindelijk eens moeten duidelijk maken hoe zij tegenover dit dossier staat.

Een andere spreker verklaart dat hij als medeauteur van deze voorstellen slechts één doel had, namelijk in dit uiterst delicate dossier een oplossing aanreiken waarin iedereen zich in zekere mate kan terugvinden. Dat deze oplossing verdedigbaar is, blijkt duidelijk uit het gegeven dat in de Europese Unie een richtlijn werd aangenomen met dezelfde strekking als deze voorstellen. Dit moet op zijn minst een aanzet tot reflectie zijn.

Zelf was hij verrast door het gezond verstand waarmee de premier tegenover deze aangelegenheid staat. Hoe dan ook is zijn fractie bereid op constructieve wijze naar een oplossing te zoeken.

Spreker herinnert er vervolgens aan dat in de commissie Economie van het Waals Parlement eenparig een voorstel van decreet werd aangenomen dat, ondanks de wet op de tabaksreclame, toch de mogelijkheid biedt in bepaalde gevallen sponsoring door tabaksproducenten mogelijk te maken. Teneinde de Senaat de mogelijkheid te bieden deze bespreking in

que le Sénat puisse terminer la discussion en toute sérénité.

L'on ne peut toutefois pas laisser durer l'indécision actuelle, et il faut craindre que l'on ne mette tôt ou tard en marche, au Parlement wallon, une dynamique visant à régler le dossier. Ce serait regrettable pour tout le monde.

Enfin, il attire l'attention sur le fait qu'est lié à ce dossier un autre aspect que celui de la date à laquelle l'interdiction prendra cours. Le problème de ce que l'on appelle les «marques connexes» a été réglé de manière tout à fait insatisfaisante dans la loi que le Parlement a voté l'année dernière. L'on devra en tout cas élaborer de meilleures règles en la matière, et l'on pourra également s'inspirer de la directive pour ce faire.

Une sénatrice ne comprend pas pourquoi on a à nouveau placé ces propositions à l'ordre du jour. Il y a quelques mois à peine, après un examen approfondi, le Sénat s'est prononcé en faveur d'une interdiction de la publicité, prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier 1999. En remettant lui-même en cause sa décision, il ne fait que créer une insécurité juridique. Au moment où l'on a adopté l'interdiction pour la publicité, les intéressés ne savaient que trop bien ce qui se concoctait au niveau européen. Dès lors, il est vraiment trop facile de prétendre que la directive constitue un élément nouveau permettant de revenir sur des décisions prises antérieurement.

Un membre attire l'attention sur le fait qu'en fin de compte, c'est la Chambre des représentants qui aura le dernier mot sur ces propositions. C'est la Chambre qui a été la première à adopter, à une large majorité, l'interdiction de la publicité pour les produits du tabac. Si le Sénat revient sur ses pas maintenant que la loi en question a été publiée au *Moniteur belge*, il n'est pas du tout certain que la Chambre le suive. Si la Chambre devait rester sur ses positions, l'image du Sénat n'en sortirait pas particulièrement renforcée.

Un autre membre réplique qu'une proposition adoptée par le Sénat a le statut de projet de loi. Dans notre régime démocratique, la coutume veut encore que le gouvernement défende pareils projets devant la deuxième Chambre où ils sont examinés. C'est pourquoi également il n'est pas excessif de demander que le gouvernement se prononce clairement lui aussi sur cette proposition.

De plus, il est indéniable que la directive européenne a été adoptée après le vote de la loi belge sur la publicité pour le tabac et qu'elle s'en écarte considérablement. Il y a juste quelques mois, un membre du Parlement européen est venu affirmer avec beaucoup de verve devant cette commission que l'interdiction de la publicité pour le tabac entrerait en vigueur dans

alle sereniteit af te ronden, werd dit voorstel nog niet op de agenda van de plenaire vergadering geplaatst.

De huidige onbeslistheid kan echter niet blijven voortduren en er mag worden gevreesd dat vroeg of laat in het Waals Parlement een dynamiek op gang komt om het dossier af te ronden. Dit zou voor alle betrokkenen een spijtige zaak zijn.

Hij wijst er ten slotte op dat aan dit dossier, naast de datum waarop het verbod ingaat, nog een ander aspect verbonden is. De problematiek van de zogenaamde «verwante merken» is in de wet die vorig jaar door het Parlement werd aangenomen, op zeer onvolkomen wijze geregeld. Hier zal hoe dan ook een betere regeling moeten worden uitgewerkt en ook hier kan de richtlijn tot voorbeeld strekken.

Een senator begrijpt niet waarom deze voorstellen opnieuw aan de agenda werden geplaatst. De Senaat heeft zich amper enkele maanden geleden, na een grondig onderzoek, duidelijk uitgesproken voor een reclameverbod dat ingaat op 1 januari 1999. Door dit besluit nu reeds zelf in twijfel te gaan trekken, creëert hij alleen maar een toestand van rechtsonzekerheid. Op het ogenblik dat het reclameverbod werd aangenomen, wisten al de betrokkenen overigens maar al te goed wat er op Europees vlak op til was. Het is dan ook erg goedkoop de richtlijn als een nieuw feit te gaan invoeren om op eerder genomen beslissingen terug te komen.

Een lid wijst erop dat uiteindelijk de Kamer van volksvertegenwoordigers het laatste woord heeft over deze voorstellen. Het is de Kamer die als eerste met een grote meerderheid het reclameverbod voor tabaksproducten goedgekeurd heeft. Indien de Senaat nu, nadat de bewuste wet in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt werd, op zijn stappen gaat terugkeren, is het verre van zeker dat de Kamer van volksvertegenwoordigers hierin zal volgen. Indien de Kamer bij haar oorspronkelijk standpunt zou blijven, zou dit het imago van de Senaat niet bepaald ten goede komen.

Een ander lid repliceert hierop dat een voorstel aangenomen door de Senaat het statuut van een wetsontwerp heeft. Het is in ons democratisch bestel nog altijd de gewoonte dat de regering dergelijke ontwerpen in de tweede kamer waar ze worden besproken, verdedigt. Vandaar ook dat het niet teveel gevraagd is dat de regering zich ook over dit voorstel duidelijk uitsprekt.

Men kan er voorts niet omheen dat de Europese richtlijn werd aangenomen nadat de Belgische wet inzake tabaksreclame werd goedgekeurd en hiervan in aanzienlijke mate afwijkt. Nog maar enkele maanden geleden is een lid van het Europees Parlement in deze commissie met veel verve komen beweren dat het reclameverbod in de Unie heel wat vroeger dan in het

l'Union bien avant l'an 2006. Les faits ont toutefois donné raison aux auteurs des propositions.

Une sénatrice souligne que la directive européenne n'est en aucune manière en contradiction avec la législation belge en matière de publicité pour le tabac. Cette directive fixe une série de dates pour l'entrée en vigueur de l'interdiction de la publicité et du parrainage. Toutefois, ce sont des délais maximums et rien n'empêche les États membres d'adopter une législation plus stricte. Il n'y a donc aucune raison de modifier la loi belge.

Un membre rappelle que la commission a déjà examiné la directive européenne en projet. À l'époque, une série de membres n'ont pas souhaité souscrire aux propositions à l'examen parce qu'ils étaient convaincus que les règles européennes seraient finalement nettement plus strictes.

Ils ont eu tort, mais refusent manifestement d'en tirer les conclusions.

Quoi qu'il en soit, ce dossier pose un grave problème au sein de la majorité. Le ministre de la Santé publique a approuvé formellement les règles européennes et le premier ministre a fait une série de déclarations qui sont absolument contraires au point de vue qui a été adopté par plusieurs groupes politiques de la majorité au sein de l'assemblée du Sénat. Connaissant le premier ministre, personne ne peut croire qu'il a simplement commis un lapsus en l'espèce.

Le ministre de la Santé publique souligne tout d'abord dans sa réponse que le point de vue qu'il défend dans ce dossier est suffisamment connu. L'interdiction de la publicité pour le tabac découle d'une initiative parlementaire et il appartient au Parlement de clôturer le dossier.

Il signale toutefois qu'il reste à la disposition du Sénat pour lui fournir tous les renseignements nécessaires.

Il commence par répondre aux questions relatives à la position de la Belgique par rapport à la directive européenne.

Lors des débats au sein du Conseil des ministres, il s'est basé sur le constat que la Belgique a adopté récemment une loi sévère sur la publicité pour le tabac et que notre pays n'est pas le seul à l'avoir fait. La France, la Finlande et le Portugal ont une législation similaire dans ce domaine. C'est pourquoi la Belgique a d'emblée adopté la loi du 10 décembre 1997 comme position de négociation.

Qui plus est, en tant que ministre de la Santé publique, il n'avait pas d'autre choix que de plaider pour une formule offrant des garanties maximales dans ce domaine. Mais en même temps, il était de sa responsa-

jaar 2006 zou ingaan. De feiten hebben echter de indieners van deze voorstellen gelijk gegeven.

Een senator stipt aan dat de Europese richtlijn op geen enkele wijze in strijd is met de Belgische wetgeving inzake tabaksreclame. Zij legt een aantal data vast voor de inwerkingtreding van het reclame- en sponsoringverbod. Dit zijn echter maximumtermijnen en niets belet de lidstaten een strengere wetgeving uit te vaardigen. Er is derhalve geen enkele reden om de Belgische wet te wijzigen.

Een lid herinnert eraan dat de Europese ontwerp-richtlijn reeds eerder voorwerp van bespreking geweest is in deze commissie. Toen wensten een aantal leden de voorliggende voorstellen niet te onderschrijven omdat zij ervan overtuigd waren dat de Europese regeling uiteindelijk een heel stuk strenger zou zijn.

Zij hebben ongelijk gekregen, maar weigeren hieruit blijkbaar hun conclusies te trekken.

Hoe dan ook is er in verband met dit dossier een ernstig probleem binnen de meerderheid. De minister van Volksgezondheid heeft de Europese regeling formeel onderschreven en de eerste minister heeft een aantal uitspraken gedaan die regelrecht in strijd zijn met het standpunt dat door bepaalde meerderheidsfracties in deze vergadering wordt ingenomen. De eerste minister kennende gelooft niemand dat het hier een lapsus betreft.

De minister van Volksgezondheid onderstreept in zijn antwoord vooreerst dat zijn standpunt in dit dossier voldoende gekend is. Het verbod op tabaksreclame is een parlementair initiatief en het is aan het Parlement om dit af te ronden.

Dit neemt niet weg dat hij ter beschikking van de Senaat is, om alle nodige inlichtingen te verstrekken.

Hij gaat vooreerst in op de vragen die werden gesteld in verband met de houding van België ten aanzien van de Europese Richtlijn.

Tijdens de besprekingen in de Raad van ministers was zijn uitgangspunt de vaststelling dat in België recent een strenge wet inzake tabaksreclame werd aangenomen en dat ons land hiermee niet alleen staat. Frankrijk, Finland en Portugal hebben een vergelijkbare wetgeving op dit terrein. Vandaar dat België bij de onderhandelingen, de wet van 10 december 1997 van bij de aanvang als onderhandelingspositie heeft aangenomen.

Daarbij komt dat hij, als minister van Volksgezondheid, alleen kon pleiten voor een regeling die op dit terrein maximale waarborgen biedt. Tegelijk echter bestond zijn verantwoordelijkheid erin alles in

bilité de mettre tout en œuvre pour qu'une directive soit en tout cas adoptée.

Ce dernier point est important. Dès l'ouverture des débats, il est apparu que certains pays, à savoir l'Allemagne, l'Espagne, l'Autriche et le Danemark, ne voulaient pas de directive du tout, ce qui signifie que, pour parvenir malgré tout à une majorité qualifiée, les autres États membres devaient parvenir à un compromis. Or, il était manifeste qu'on ne pourrait y arriver que si les pays partisans d'une entrée en vigueur rapide de l'interdiction faisaient des concessions au Royaume-Uni, qui était disposé à accepter une interdiction, mais uniquement à la condition de prévoir une large période de transition pour certains événements.

La Belgique ne pouvait faire autrement que de s'incliner, car sans cela, il n'y aurait pas eu de directive européenne. Certes, la directive en vigueur ne correspond pas tout à fait à la position que la Belgique a défendue dans les négociations. À terme, cependant, elle aura pour effet de rendre impossible toute forme de publicité et de parrainage par les producteurs du tabac dans l'ensemble de l'Union européenne. En outre, la disposition de l'article 5 confirme explicitement, même si cela n'est pas nécessaire du point de vue strictement juridique, que les États membres peuvent adopter dans leur propre législation un régime plus sévère que le régime européen.

Le ministre souligne ensuite que les déclarations faites par le premier ministre dans la presse ne peuvent être interprétées que comme un point de vue personnel. Le gouvernement a déjà déclaré à plusieurs reprises que ce dossier est pour lui une question purement parlementaire et il ne prendra donc aucune initiative en la matière.

Enfin, il souligne que si certains membres ont plaidé pour que la Belgique s'aligne sur la réglementation européenne, aucun des textes à l'examen ne correspond exactement au texte de la directive dans sa forme définitive.

Un membre note que les auteurs des propositions à l'examen n'ont aucun mobile d'agressivité et qu'ils n'ont certainement pas l'intention de jouer à des jeux politiques. Que cela plaise ou non, la Belgique a aujourd'hui une loi qui interdit la publicité pour le tabac. Tout ce qu'il souhaite, c'est en appeler au bon sens et demander que, eu égard à certains faits nouveaux ainsi qu'à l'importance économique, culturelle et sociale de ce dossier, l'on reporte quelque peu l'entrée en vigueur de l'interdiction. Cela ne change rien quant au fond puisque, à terme, la publicité pour le tabac sera intégralement proscrite.

Il estime donc que la demande en question est une demande raisonnable et le premier ministre est manifestement du même avis.

het werk te stellen opdat er hoe dan ook een richtlijn zou komen.

Dit laatste is belangrijk. Van bij de aanvang van de debatten bleek immers dat een aantal landen, namelijk Duitsland, Spanje, Oostenrijk en Denemarken, helemaal geen richtlijn wilden. Dit betekende dat, om toch een gekwalificeerde meerderheid te bereiken, de overblijvende lidstaten tot een compromis moesten komen. Dit bleek alleen mogelijk indien de landen die voorstander waren van een snelle invoering van het verbod, toegevingen deden aan het Verenigd Koninkrijk, dat wel een verbod wilde aanvaarden, maar slechts op voorwaarde dat een ruime overgangperiode voor bepaalde evenementen werd ingebouwd.

België kon niet anders dan zich hierbij neerleggen omdat het enige alternatief erin bestond dat er helemaal geen Europese regeling kwam. De richtlijn die nu van kracht is, beantwoordt weliswaar niet helemaal aan het standpunt dat België bij de onderhandelingen heeft ingenomen, maar zij zal toch tot gevolg hebben dat op termijn elke vorm van tabaksreclame en sponsoring door tabaksproducenten in heel de Europese Unie onmogelijk wordt. Daarnaast is er de bepaling van artikel 5 die, hoewel dit vanuit strikt juridisch oogpunt niet noodzakelijk is, expliciet bevestigt dat de lidstaten in hun eigen wetgeving strenger kunnen zijn dan de Europese regeling.

De minister legt er vervolgens de nadruk op dat de uitspraken van de eerste minister in de pers alleen kunnen worden beschouwd als een persoonlijke stellingname. De regering heeft al bij herhaling verklaard dat zij dit dossier als een louter parlementaire aangelegenheid beschouwt en derhalve terzake geen enkel initiatief zal nemen.

Hij wenst ten slotte aan te stippen dat, hoewel een aantal leden ervoor hebben gepleit dat België zich aanpast aan de Europese regeling, geen enkele van de teksten die nu voorliggen, volledig overeenkomen met de tekst van de richtlijn in haar definitieve vorm.

Een lid merkt op dat de auteurs van de voorliggende voorstellen geen enkele agressieve bedoeling hebben en dat het zeker niet hun intentie is politieke spelletjes te gaan spelen. Of men dit nu prettig vindt of niet, België heeft een wet die een reclameverbod instelt. Zij willen alleen een beroep doen op het gezond verstand en vragen dat, in het licht van een aantal nieuwe feiten en gezien het economisch, cultureel en maatschappelijk belang van dit dossier, de inwerkingtreding van het verbod enige tijd zou worden verschoven. Aan de grond van de zaak verandert er niets aangezien er op termijn een volledig verbod inzake tabaksreclame zal gelden.

Dit is, blijkbaar ook volgens de eerste minister, een redelijke vraag.

Un membre constate que le ministre fait référence au Portugal, à la Finlande et à la France, qui ont également interdit la publicité pour le tabac. Mais, le problème gît, non pas en Belgique mais vient des États voisins qui autorisent la publicité sans restriction et qui vont attirer chez eux une série d'événements organisés jusqu'ici dans notre pays. Il ne s'agit pas uniquement des compétitions de formule 1, mais aussi d'autres événements sportifs et culturels.

Par conséquent, il serait tout à fait raisonnable que la Belgique applique la directive de l'Union européenne, laquelle — la chose est absolument certaine — instaurera à terme une interdiction complète de toute publicité pour le tabac.

Une autre intervenante déclare qu'elle a voté à l'époque en faveur de la loi interdisant la publicité pour les produits du tabac. Quiconque a suivi ce dossier, sait d'ailleurs avec quel sérieux il a été traité en commission. Elle estime cependant que la directive européenne constitue un élément nouveau qui justifie de procéder à une évaluation de la législation belge. La Belgique s'est toujours montrée bonne élève de l'Europe.

Elle considère que le dossier doit être réexaminé avec la dose nécessaire de raison. Étant donné que la Belgique est le seul pays à introduire une interdiction à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, il y a effectivement un réel danger que certains événements ne s'expatrient parce que les organisateurs n'auraient pas eu le temps de chercher de nouveaux sponsors. D'autre part, on peut se demander s'il leur faut pour cela jusqu'en l'an 2006. Il doit être possible de mettre de l'eau dans son vin de part et d'autre et d'arriver à un compromis acceptable pour tous.

Une autre membre rappelle que lorsque la loi était sur la publicité pour le tabac encore à l'examen, on a proposé de divers côtés d'allonger la période transitoire de deux à trois ans. Certains ont condamné ces propositions en les qualifiant de « marchandage de tapis » et les amendements allant dans ce sens ont été balayés d'un revers de la main.

Les membres qui soutiennent les présentes propositions ont commis une erreur tactique grave lors de l'élaboration de la loi en optant pour une stratégie de tout ou rien. Ils ont commis une deuxième erreur en réinscrivant cette loi à peine votée à l'agenda politique, sous la pression évidente du lobby de la Formule-1.

C'est faire preuve de peu de créativité que de réessayer, six mois plus tard, de faire passer les mêmes propositions en l'absence de tout fait nouveau, si ce n'est peut-être la constatation que le lobby de la Formule-1 n'a pas réussi à mettre ses menaces à exécution.

Compte tenu de tout ceci, l'on comprendra que les membres qui ont en son temps vainement proposé

Een lid stelt vast dat de minister verwijst naar Portugal, Finland en Frankrijk, waar ook een verbod inzake tabaksreclame geldt. Het probleem ligt echter niet in deze landen maar in de buurstaten van België, waar reclame onverkort toegelaten is en die een aantal evenementen uit ons land zullen wegtrekken. Het gaat hier niet alleen om Formule-1-wedstrijden maar ook om andere sportevenementen en culturele manifestaties.

Vandaar dat het niet meer dan redelijk zou zijn dat België zich achter de richtlijn van de Europese Unie schaart die — hierover bestaat geen enkele twijfel — op termijn een volledig verbod op tabaksreclame instelt.

Een volgende spreker verklaart dat zij indertijd voor de wet houdende een verbod inzake reclame voor tabakproducten heeft gestemd. Iedereen die dit dossier heeft gevolgd, weet overigens met welke ernst het door de commissie is behandeld. Ook zij is echter van oordeel dat de Europese richtlijn een nieuw gegeven is, dat moet aanzetten tot een evaluatie van de Belgische wetgeving. België heeft zich altijd een goede leerling van Europa getoond.

Zij vindt dat het dossier met de nodige zin voor redelijkheid moet worden heroverwogen. Aangezien alleen België een verbod invoert op 1 januari 1999, is er inderdaad een reëel gevaar dat bepaalde evenementen zullen uitwijken naar andere landen omdat zij niet de tijd hebben gehad nieuwe sponsors te zoeken. Anderzijds is het de vraag of zij hiervoor tijd nodig hebben tot het jaar 2006. Het moet toch mogelijk zijn van beide kanten water in de wijn te doen en tot een compromis te komen dat voor iedereen aanvaardbaar is.

Een ander lid herinnert eraan dat, toen de wet inzake tabaksreclame nog in bespreking was, van verschillende zijden voorstellen werden gedaan om in een bijkomende overgangstermijn van twee à drie jaar te voorzien. Dit werd echter door anderen afgedaan als « marchandage de tapis » en amendementen in deze richting werden zonder meer van tafel geveegd.

De leden die de voorliggende voorstellen steunen, hebben bij het totstandkomen van de wet een zware tactische blunder begaan door een alles-of-nietsstrategie te volgen. Zij zijn een tweede keer in de fout gegaan door onmiddellijk na de stemming over de wet, deze opnieuw op de politieke agenda te plaatsen onder evidente druk van de Formule-1-lobby.

Het getuigt van weinig creativiteit dat men nu, na zes maanden, opnieuw tracht dezelfde voorstellen door te drukken, zonder dat er zich een nieuw feit heeft voorgedaan, tenzij misschien de vaststelling dat de Formule 1-lobby er niet in geslaagd is haar dreigementen waar te maken.

Met dit alles voor ogen is het toch niet onbegrijpelijk dat het voor de leden die indertijd vruchteloos

une période transitoire plus souple, acceptable pour tous, pourront difficilement se rallier à ces propositions. Une institution telle que le Sénat doit faire preuve d'un minimum de sérieux.

Un autre intervenant rappelle que l'interdiction de la publicité pour le tabac a été votée en séance plénière à une très faible majorité.

Il faut oser se demander si, dans une société démocratique, il est souhaitable, dans des matières politiquement aussi sensibles, d'ignorer une minorité qui représente 49 % de la population. De telles lois ne sont applicables que si elles bénéficient d'une assise suffisante.

Le propos des auteurs des présentes propositions n'est pas de remettre en question l'interdiction en tant que telle, mais d'obtenir le soutien d'une plus grande fraction de la société en convenant d'une période transitoire plus raisonnable.

Un membre fait observer que la période de transition concernant l'application de la loi interdisant la publicité pour le tabac ne tient tout simplement pas compte de la réalité du monde de la publicité. En ce qui concerne ce dernier point, il y a bel et bien un fait nouveau. Les quinze États membres de l'Union européenne se sont mis d'accord pour interdire la publicité relative au tabac, cette interdiction étant comparable à celle décidée en Belgique, à la grande différence que la directive prévoit une période transitoire réaliste.

Un autre intervenant estime qu'aucun fait nouveau ne s'est produit depuis ce vote. Toutes les données, y compris le texte de la directive en préparation, étaient connus à ce moment. Il estime dès lors, que cela fasse plaisir ou non, qu'il n'est pas souhaitable de déjà modifier la loi.

Il n'empêche qu'à son avis, les responsables qui ont fait aboutir le dossier dans l'impasse, doivent essayer de l'en faire sortir.

Un sénateur évoque un autre aspect de ce problème. Le président du Sénat a souligné récemment, lors de la rentrée parlementaire, le rôle de notre institution en tant que maillon entre les communautés. Ce rôle est concrétisé par la présence de 21 membres qui sont également membres des conseils de communauté et qui sont désignés par ces conseils. Il note que deux des quatre signataires de la première proposition sont des sénateurs communautaires, dont lui-même. Il souhaite dès lors remplir sa mission en tant que tel et, sans donner une coloration communautaire à ce dossier, témoigner de la sensibilité particulière de la partie francophone du pays concernant ce problème.

hebben voorgesteld tot een soepeler en voor iedereen aanvaardbare overgangstermijn te komen, moeilijk is zich bij deze voorstellen aan te sluiten. Een instelling als de Senaat moet ten aanzien van zichzelf een minimum aan ernst in acht nemen.

Een volgende spreker wijst erop dat het verbod op tabaksreclame door de plenaire vergadering werd aangenomen met een zeer beperkte meerderheid.

Men moet zich de vraag durven stellen of het in een democratische samenleving wenselijk is in dermate politiek geladen materies zonder meer voorbij te gaan aan een minderheid die 49% van de bevolking vertegenwoordigt. Dergelijke wetten zijn immers slechts uitvoerbaar indien ze een voldoende grote draagkracht hebben.

Het is er de auteurs van deze voorstellen niet om te doen het verbod als dusdanig in vraag te stellen, maar om een groter deel van de samenleving achter dit verbod te scharen door te komen tot een redelijkere overgangstermijn.

Een lid merkt op dat de overgangstermijn van de anti-reclamewet gewoonweg geen rekening houdt met de realiteit van de reclamewereld. Precies wat dit betreft is er wel degelijk een nieuw feit. De vijftien lidstaten van de Europese Unie hebben een verbod op tabaksreclame aangenomen dat vergelijkbaar is met het Belgische, maar met één groot verschil: de richtlijn bepaalt wel een realistische overgangstermijn.

Een volgende spreker vindt niet dat er zich sinds deze stemming nieuwe feiten hebben voorgedaan. Alle gegevens, ook de tekst van de richtlijn die in voorbereiding was, waren op dat ogenblik gekend. Zijns inziens is het dan ook niet wenselijk de wet, of men hier nu gelukkig mee is of niet, nu reeds te gaan wijzigen.

Dit neemt niet weg dat, naar zijn mening, zij die verantwoordelijk zijn voor de impasse waarin het dossier is terechtgekomen, hier ook moeten trachten uit te raken.

Een senator wijst nog op een ander aspect van deze aangelegenheid. Recent heeft de voorzitter van de Senaat, naar aanleiding van de opening van het zittingsjaar, gewezen op de rol van de instelling als bindmiddel tussen de gemeenschappen. Deze opdracht wordt weerspiegeld door de aanwezigheid van 21 leden die tegelijk lid zijn van de gemeenschapsraden en door deze raden zijn aangewezen. Van de vier ondertekenaars van de het eerste voorstel op de agenda zijn er twee gemeenschapssenatoren, waaronder hijzelf. Hij wenst dan ook zijn opdracht in dit verband te vervullen en, zonder dit dossier in communautair vaarwater te willen brengen, getuigen van de bijzondere gevoeligheid in het Franstalig landsdeel te ten aanzien van deze problematiek.

La commission compétente du Parlement wallon a adopté récemment une proposition de décret qui s'inscrit dans le droit fil des présentes propositions. L'on s'est gardé de soumettre cette proposition de décret à l'assemblée plénière, pour de ne pas compromettre la sérénité du débat au Sénat. En effet, le Parlement wallon trouve préférable, pour toute une série de raisons, que cette matière soit réglée au niveau fédéral.

Il est toutefois clair que, si les institutions fédérales ne font pas le nécessaire, le Parlement wallon ne manquera pas d'assumer les responsabilités qui lui incombent sur le plan économique.

Une commissaire dit pouvoir le comprendre. Elle tient toutefois à souligner que, dans cette affaire, il n'y a pas que des intérêts francophones en jeu. En Flandre aussi, bon nombre d'événements dépendent de la publicité pour le tabac. C'est à juste titre que l'on fait souvent référence en l'espèce à une série de manifestations culturelles, mais le nord du pays joue également un rôle déterminant dans les sports moteurs.

Elle admet que, voici un an, le Sénat a laissé passer dans ce dossier la possibilité de dégager un compromis. Mais on peut rectifier le tir. C'est pourquoi l'intervenante voudrait plaider pour que la commission fasse preuve de bon sens et se range derrière le point de vue exprimé par le premier ministre.

Un sénateur estime que le Sénat faillirait à sa tâche s'il prenait ses décisions en fonction des réactions possibles de la Chambre. Le Sénat a, en effet, pour mission d'évaluer les textes adoptés par la Chambre des représentants et de les corriger au besoin.

Les propositions en discussion visent à reprendre dans la législation belge la réglementation prévue par la directive européenne en ce qui concerne l'entrée en vigueur de l'interdiction de faire de la publicité. Cela signifierait qu'après le 1<sup>er</sup> janvier 1999, la publicité dans les journaux et les périodiques et la publicité par affichage resterait possible pendant un certain temps. Mais personne n'est demandeur et il ne semble pas non plus nécessaire, objectivement, d'assouplir, à l'égard de ces médias, la mesure d'interdiction qui a été adoptée par le Parlement.

Par contre, il semble y avoir, tant au nord qu'au sud du pays, un sérieux problème en ce qui concerne certaines manifestations sportives qui, compte tenu de la brièveté de la période transitoire, ne disposent pas de suffisamment de temps pour s'adapter à la nouvelle réglementation.

Il va de soi qu'il n'appartient pas au législateur de faire plaisir à ces organisateurs ou à l'industrie du tabac. Mais le Parlement doit tenir compte des problèmes de dizaines de milliers d'amateurs de sport qui, à la suite de l'interdiction, devront peut-être se

De bevoegde commissie in het Waals Parlement heeft recent een voorstel van decreet aangenomen dat in de lijn ligt van deze voorstellen. Dit voorstel werd nog niet aan de plenaire vergadering voorgelegd ten einde de sereniteit van het debat in de Senaat niet in het gedrang te brengen. Men is in het Waals Parlement immers van oordeel dat deze aangelegenheid om velerlei redenen best op het federaal vlak wordt geregeld.

Het is echter duidelijk dat, indien de federale instellingen in hun opdracht tekortschieten, het Waals Parlement niet zal nalaten de verantwoordelijkheid die het op het economisch vlak heeft, op te nemen.

Een lid kan hier begrip voor opbrengen. Zij wenst er echter de klemtoon op te leggen dat in deze aangelegenheid niet alleen Franstalige belangen in het geding zijn. Ook in Vlaanderen zijn tal van evenementen afhankelijk van tabaksreclame. Vaak wordt hierbij terecht verwezen naar een reeks culturele manifestaties, maar ook in de motorsporten speelt het Noorden van het land een toonaangevende rol.

Zij geeft toe dat de Senaat in dit dossier een jaar geleden de mogelijkheid om tot een compromis te komen, heeft laten liggen. Dit kan echter worden rechtgezet. Vandaar dat zij er toch zou willen voor pleiten dat de commissie voor het gezond verstand kiest en zich achter het standpunt schaaft dat door de eerste minister werd verwoord.

Een senator meent dat de Senaat in zijn rol zou tekortschieten indien hij zich in zijn beslissingen zou laten leiden door mogelijke reacties van de Kamer. Het is precies zijn rol de teksten die door de Kamer van volksvertegenwoordigers zijn aangenomen, te evalueren en desnoods bij te sturen.

De voorliggende voorstellen strekken ertoe de regeling van de Europese richtlijn met betrekking tot de inwerkingtreding van het reclameverbod, in de Belgische wetgeving over te nemen. Dit zou betekenen dat na 1 januari 1999 ook nog gedurende een bepaalde periode reclame in kranten en tijdschriften en via affichage mogelijk blijft. Niemand heeft dit echter gevraagd en er lijkt ook geen objectieve noodzaak te zijn om het verbod, dat nu eenmaal door het Parlement werd aangenomen, ten aanzien van deze media te versoepelen.

Daartegenover staat dat er, zowel in het Noorden als in het Zuiden van het land, wel een ernstig probleem blijkt te zijn met bepaalde sportmanifestaties die, gezien de korte overgangstermijn, onvoldoende tijd hebben om zich aan de nieuwe regeling aan te passen.

Het is vanzelfsprekend niet de taak van de wetgever deze organisatoren of de tabaksindustrie te plezieren. Wel moet het Parlement oog hebben voor de problemen van tienduizenden sportliefhebbers die ten gevolge van het verbod mogelijkwijze naar Duits-

rendre en Allemagne ou aux Pays-Bas pour pouvoir assister à une manifestation.

Au vu de ce qui précède, il paraît souhaitable de maintenir la date d'entrée en vigueur de l'interdiction de publicité au 1<sup>er</sup> janvier 1999, mais d'accorder pour un certain nombre de manifestations spécifiques, un sursis de quelques années, de manière à éviter qu'elles ne doivent s'«expatrier».

Une commissaire fait observer que les arguments avancés par les organisateurs de compétitions sportives peuvent tout autant être invoqués par les journaux et les périodiques. Ceux-ci aussi doivent faire face à la concurrence de l'étranger.

C'est pourquoi il n'est pas souhaitable d'accorder des dérogations de manière sélective. La seule question qu'il faut se poser est de savoir si le Sénat souhaite revenir sur une décision qu'il a prise voici quelques mois en connaissance de cause, après que la commission eut travaillé à ce dossier pendant plus de six mois.

Une autre intervenante ajoute que l'argument selon lequel les organisateurs de compétitions automobiles n'ont pas eu suffisamment de temps pour s'adapter n'est guère crédible. Ces dernières décennies, maintes initiatives ont été prises pour freiner la publicité pour le tabac, mais les intéressés sont chaque fois parvenus, à force de lobbying, à les faire échouer. La loi actuelle résulte d'une proposition déposée à la Chambre des représentants dès 1995 et adoptée par celle-ci au début de 1997. On a franchement l'impression que le secteur a été téméraire et n'a fait aucun effort pour se préparer à l'entrée en vigueur de l'interdiction, en supposant que le monde politique ferait machine arrière s'il était soumis aux pressions voulues.

Compte tenu de cela, il est vain, à ses yeux, de prévoir aujourd'hui une période transitoire supplémentaire de plusieurs années.

Une commissaire estime qu'il n'est pas judicieux de prévoir dans la loi des dérogations pour certains événements. Pour sa part, elle plaide avec insistance pour un sursis général de quelques années, durant lesquelles tout le monde serait traité de la même façon. Du reste, cette période transitoire ne doit pas s'étendre jusqu'en l'an 2006. Elle se réfère à cet égard à son amendement n° 2 (doc. Sénat, n° 1-811/4, 1997-1998) à la loi antitabac, qui proposait de reporter au 31 décembre 2001 la date d'entrée en vigueur de la loi pour différents types d'activités.

Le ministre de la Santé publique signale qu'une telle adaptation de la loi serait contraire aux dispositions de la directive européenne, car celle-ci prévoit que certaines formes de publicité pour le tabac (par exemple les affiches) seront interdites à partir du 30 juillet 2001 et que les États membres ne pourront pas adapter une réglementation plus souple sur ce point.

land of Nederland zullen moeten gaan om een manifestatie te kunnen bijwonen.

In het licht van het voorgaande lijkt het wenselijk dat de ingangsdatum van het reclameverbod wel degelijk wordt behouden op 1 januari 1999, maar dat een aantal specifieke manifestaties een uitstel van enkele jaren wordt gegund, zodat zij niet verplicht worden naar het buitenland uit te wijken.

Een lid merkt op dat de argumenten die door de organisatoren van sportwedstrijden worden aangehaald, evenzeer kunnen worden ingeroepen door kranten en tijdschriften. Ook die hebben concurrentie uit het buitenland.

Vandaar dat het niet wenselijk is op selectieve wijze uitzonderingen te gaan toekennen. De enige vraag die hier voorligt, is die of de Senaat wenst terug te komen op een beslissing die enkele maanden geleden met volledige kennis van zaken werd genomen, nadat de commissie meer dan een half jaar aan dit dossier had gewerkt.

Een andere spreekster voegt hieraan toe dat het argument dat de organisatoren van autowedstrijden onvoldoende tijd hebben gehad om zich aan te passen, niet erg geloofwaardig is. De jongste decennia zijn al bij herhaling initiatieven genomen om de tabaksreclame aan banden te leggen, maar steeds zijn de betrokkenen er via lobbywerk in geslaagd deze de grond in te boren. De huidige wet werd reeds in 1995 in de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediend en daar begin 1997 aangenomen. Men krijgt sterk de indruk dat de sector overmoedig is geweest en geen enkele inspanning heeft gedaan om de inwerkingtreding van het verbod voor te bereiden, vanuit de veronderstelling dat de politieke wereld mits de nodige druk wel op zijn stappen zou terugkeren.

Met dit voor ogen heeft het volgens haar weinig zin nu een bijkomende overgangperiode van enkele jaren te gaan inbouwen.

Een lid acht het niet verstandig in de wet uitzonderingen in te bouwen voor bepaalde evenementen. Zelf zou zij sterk willen pleiten voor een algemeen uitstel van enkele jaren waarbij iedereen op dezelfde wijze wordt behandeld. Deze overgangstermijn hoeft overigens niet te lopen tot het jaar 2006. Zij wijst in dit verband op haar amendement nr. 2 (Stuk Senaat, nr. 1-811/4, 1997-1998) op de anti-tabakswet, waarbij wordt voorgesteld de datum van inwerkingtreding van de wet voor verschillende soorten van activiteiten uit te stellen tot 31 december 2001.

De minister van Volksgezondheid wijst erop dat een dergelijke aanpassing van de wet strijdig zou zijn met de bepalingen van de Europese richtlijn. Die bepaalt immers dat bepaalde vormen van tabaksreclame (bijvoorbeeld affiches) verboden zijn met ingang van 30 juli 2001 en de lidstaten kunnen wat dit betreft geen soepeler regeling invoeren.



Un membre souligne qu'il n'a toujours pas entendu le point de vue du gouvernement sur les propositions en discussion.

Le ministre répète que le gouvernement considère que ce dossier est l'affaire du Parlement. Il est toutefois prêt à faire un certain nombre de remarques marginales.

Bien que l'on ait régulièrement fait référence à la directive de l'UE au cours de la discussion, aucune des deux propositions ne répond au texte de cette directive. Si la commission considère qu'il faut instituer une nouvelle réglementation pour les marques connexes, il paraît souhaitable de reprendre le texte de la directive.

En ce qui concerne la période transitoire précédant l'entrée en vigueur de l'interdiction, la directive prévoit un système graduel qui permet d'accorder, sous certaines conditions, un sursis jusqu'en l'an 2006 aux événements organisés au niveau mondial. Outre qu'à ses yeux, ce délai est très large un tel système soulève des questions d'équité. L'interdiction de la publicité peut aussi mettre en grande difficulté financière l'équipe de basket-ball ou la compagnie théâtrale locales, mais contrairement aux grands organisateurs, elle ne bénéficie d'aucun délai.

Enfin, le ministre souligne qu'il ne peut aborder ce dossier que sous l'angle de sa responsabilité, la santé publique. Et de ce point de vue, qui n'a manifestement guère été envisagé jusqu'ici dans la discussion des propositions en question, il lui est difficile d'approuver un quelconque assouplissement de la loi interdisant la publicité pour les produits du tabac.

\*  
\* \*

De l'avis d'une intervenante, l'on a tort de dire que la séance plénière a pris une décision irréfléchie dans ce dossier. Le dossier avait été préparé très soigneusement par la commission des Affaires sociales qui avait rédigé un rapport détaillé. Au moment du vote, les membres étaient parfaitement conscients des intérêts en jeu. Ils ont posé un choix clair en faveur de la santé publique.

L'opinion publique ne pourrait pas comprendre pourquoi le Sénat reviendrait maintenant sur sa décision sous la pression de certains groupes. Une fois que la loi sera entrée en vigueur, rien n'empêchera d'examiner l'opportunité d'apporter des corrections techniques vis-à-vis des marques annexes.

MM. Happart et Foret déposent les amendements n<sup>os</sup> 3 et 4.

Een lid verklaart dat hij nog steeds het standpunt van de regering over de voorliggende voorstellen niet heeft gehoord.

De minister herhaalt dat de regering dit dossier ziet als een aangelegenheid van het Parlement. Wel is hij bereid een aantal kanttekeningen te maken.

Hoewel tijdens deze bespreking geregeld is verwezen naar de EU-richtlijn, beantwoordt geen van de beide voorstellen aan de tekst van deze richtlijn. Indien de commissie van oordeel is dat er een nieuwe regeling moet komen voor de zogenaamde « verwante merken », lijkt het wenselijk dat de tekst van de richtlijn wordt overgenomen.

Wat de overgangperiode voor de inwerkingtreding van het verbod betreft, voorziet de richtlijn in een getrappt systeem waarbij mondiaal georganiseerde evenementen onder bepaalde voorwaarden uitstel kunnen krijgen tot het jaar 2006. Hij vindt dit niet alleen een zeer ruime termijn, maar een dergelijk systeem roept ook vragen op inzake de billijkheid van de regeling. Het reclameverbod kan immers ook de plaatselijke basketbalploeg of toneelgezelschap voor grote financiële moeilijkheden plaatsen, maar zij krijgen in tegenstelling tot de grote organisatoren geen enkel respijt.

Ten slotte legt de minister er de klemtoon op dat hij dit dossier alleen kan benaderen vanuit zijn eigen verantwoordelijkheid, namelijk de volksgezondheid. Vanuit dit oogpunt, dat bij de bespreking van de voorliggende voorstellen blijkbaar nog niet veel aan bod is geweest, is het voor hem moeilijk zijn goedkeuring te hechten aan om het even welke versoepeling van de wet houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten.

\*  
\* \*

Een spreekster is van oordeel dat zij die beweren dat de plenaire vergadering in dit dossier een ondoordachte beslissing heeft genomen, ongelijk hebben. Het dossier was zeer grondig voorbereid door de commissie voor de Sociale Aangelegenheden, die uitgebreid verslag heeft uitgebracht. Bij de stemming waren de leden zich maar al te goed bewust van de belangen die hier in het geding zijn. Zij hebben een duidelijke keuze gedaan ten voordele van de volksgezondheid.

De publieke opinie zou dan ook niet kunnen begrijpen waarom de Senaat nu, onder druk van bepaalde groepen, op zijn stappen terugkeert. Dit belet niet dat, zodra de wet in werking is, kan worden geëvalueerd of ten aanzien van de verwante merken een technische correctie noodzakelijk is.

De heren Happart en Foret dienen de amendementen 3 en 4 in.

L'amendement n° 3 (doc. Sénat, n° 1-811/5, 1998-1999) vise à assortir toute annonce publicitaire relative au tabac d'un message de caractère sanitaire.

#### Art. 2

« Remplacer cet article comme suit :

« Art. 2. — L'article 7, § 2bis, 2<sup>o</sup>, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, inséré par la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac, est complété par les dispositions suivantes :

« Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2006, toute propagande ou publicité en faveur du tabac ou des produits du tabac est assortie d'un message de caractère sanitaire dans les conditions fixées par un arrêté du ministre de la Santé publique.

Cette disposition s'applique aux contrats en cours à la date de promulgation de la présente loi, soit au 1<sup>er</sup> janvier 1999. »

L'amendement n° 4 (doc. Sénat, n° 1-811/5, 1998-1999) tend à attribuer au Roi le pouvoir d'accorder des dérogations temporaires à l'interdiction de la publicité pour le tabac, pour des raisons liées à des événements de caractère culturel, sportif, agricole ou touristique.

#### Art. 3 (nouveau)

« Ajouter un article 3 (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 3. — Le même paragraphe est complété par un 4<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, accorder des dérogations temporaires aux dispositions du 1<sup>o</sup> pour des raisons liées à des événements de caractère culturel, sportif, agricole ou touristique. »

#### Justification

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, la loi sur le tabac interdira toute publicité relative aux produits du tabac.

En outre, une directive européenne adoptée le 6 juillet 1998 prévoit une interdiction de faire de la publicité pour les produits du tabac à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2001, et ce à trois exceptions : le 1<sup>er</sup> octobre 2002 pour la presse écrite, le 1<sup>er</sup> octobre 2003 pour le parrainage et le 1<sup>er</sup> octobre 2006 pour le parrainage d'événements mondiaux.

À l'instar de dispositions d'autres pays membres de l'Union européenne, entre autre la France, il convient

Het amendement nr. 3 (Stuk Senaat, nr. 1-811/5, 1998-1999) heeft tot doel de verplichting op te leggen dat op alle reclameboodschappen voor tabak een boodschap inzake gezondheid wordt aangebracht.

#### Art. 2

« Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 2. — Artikel 7, § 2bis, 2<sup>o</sup>, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, ingevoegd door de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten, wordt aangevuld als volgt :

« Tot 1 oktober 2006 gaat alle propaganda of reclame voor tabak of tabaksproducten vergezeld van een boodschap inzake gezondheid, onder de voorwaarden vastgesteld door een besluit van de minister van Volksgezondheid.

Deze bepaling is van toepassing op de overeenkomsten die van kracht zijn op de datum van afkondiging van deze wet, zijnde op 1 januari 1999. »

Het amendement nr. 4 (Stuk Senaat, nr. 1-811/5, 1998-1999) heeft tot doel aan de Koning de bevoegdheid te geven om tijdelijke afwijkingen op het reclameverbod toe te kennen om redenen die verband houden met evenementen van culturele, sportieve, agrarische of toeristische aard.

#### Art. 3 (nieuw)

« Een artikel 3 (nieuw) toevoegen, luidende :

« Art. 3. — Dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een 4<sup>o</sup>, luidende :

« 4<sup>o</sup> De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit tijdelijke afwijkingen toekennen van het 1<sup>o</sup> om redenen die verband houden met evenementen van culturele, sportieve, agrarische of toeristische aard. »

#### Verantwoording

Vanaf 1 januari 1999 verbiedt de tabakswet alle reclame met betrekking tot tabaksproducten.

Bovendien bevat een Europese richtlijn, aangenomen op 6 juli 1998, het verbod om reclame te maken voor tabaksproducten vanaf 1 oktober 2001, en dit met drie uitzonderingen : 1 oktober 2002 voor de schrijvende pers, 1 oktober 2003 voor de sponsoring en 1 oktober 2006 voor sponsoring van evenementen op wereldniveau.

Naar het voorbeeld van de wetsbepalingen in andere lidstaten van de Europese Unie, onder meer in

de prévoir des dérogations temporaires à l'application de la loi belge et ce afin de tendre à un rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de publicité et de parrainage en faveur des produits du tabac. Cette liste d'événements qui bénéficieront d'un délai supplémentaire prévu dans la directive européenne sera établie par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Ces dérogations temporaires seront toutefois assorties d'une condition: un message sanitaire devra obligatoirement accompagner tout message publicitaire ou propagande en faveur du tabac ou des produits du tabac et ce, dans un but de promotion et d'éducation à la santé.

MM. Foret en Happart déposent également l'amendement n° 5 (doc. Sénat, n° 1-811/5, 1998-1999):

Art. 2

« Remplacer cet article par le texte suivant :

« Art. 2. — L'article 7, § 2bis, 2°, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, inséré par la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° L'interdiction visée au § 1, ne s'applique pas :

— à la publicité pour les produits du tabac faite dans la presse jusqu'au 30 juillet 2002;

— à la publicité pour les produits du tabac faite dans le cadre du parrainage jusqu'au 30 juillet 2003;

— dans des cas exceptionnels, à la publicité pour les produits du tabac faite dans le cadre du parrainage existant d'événements ou activités organisés au niveau mondial jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2006, à condition que :

- les montants consacrés à ce parrainage soient en diminution pendant la période de transition;
- des mesures de limitation volontaire soient mises en place afin de réduire la visibilité de la publicité lors des événements ou activités concernés;

— l'affichage de la marque d'un produit du tabac à l'intérieur et sur la devanture de magasins de tabac et de magasins de journaux qui vendent les produits de tabac. »

Frankrijk, dient tijdelijk te worden voorzien in uitzonderingen op de toepassing van de Belgische wet om te komen tot een toenadering van de wetten en verordeningen van de lidstaten inzake reclame en sponsoring ten gunste van tabaksproducten. Die lijst van evenementen, waarvoor een bijkomend uitstel zal gelden zoals bepaald in de Europese richtlijn, zal worden vastgelegd in een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Aan die tijdelijke afwijkingen zal nochtans een voorwaarde verbonden zijn: een boodschap in verband met de volksgezondheid dient elke reclameboodschap of elke propaganda ten gunste van tabak of tabaksproducten te vergezellen en dit met het oog op de bescherming van de gezondheid en de opvoeding ertoe.

De heren Foret en Happart dienen daarnaast het amendement nr. 5 in (Stuk Senaat, nr. 1-811/5, 1998-1999):

Art. 2

« Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 2. — In artikel 7, § 2bis, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, ingevoegd door de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten, wordt het 2° vervangen als volgt :

« 2° Het verbod bedoeld in § 1 is niet van toepassing op :

— de reclame voor tabaksproducten in de pers tot 30 juli 2002;

— de reclame voor tabaksproducten in het kader van sponsoring tot 30 juli 2003;

— in uitzonderlijke gevallen, de reclame voor tabaksproducten in het kader van bestaande sponsoring van evenementen of activiteiten georganiseerd op mondiaal niveau, tot 1 oktober 2006, op voorwaarde dat :

- de bedragen besteed aan die sponsoring verminderen gedurende de overgangperiode;
- vrijwillige beperkende maatregelen worden genomen om de zichtbaarheid van de reclame tijdens de betreffende evenementen of activiteiten te beperken;

— het aanbrenge van een merk van een tabaksproduct in of op de voorgevel van tabakswinkels en krantenwinkels waar tabaksproducten worden verkocht. »

## Justification

*Les modifications proposées visent à se conformer à la directive 98/43/CE du Parlement et du Conseil du 6 juillet 1998 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de publicité et de parrainage en faveur des produits du tabac.*

M. Foret et consorts déposent l'amendement n° 6 (doc. Sénat, n° 1-811/5, 1998-1999):

« Modifier cet article comme suit :

1° Remplacer chaque fois le mot « septembre » par le mot « juillet »;

2° au dernier tiret, devant les mots « la publicité », ajouter les mots « dans des cas exceptionnels et pour des raisons dûment justifiées ».

## Justification

1° *Les modifications proposées visent à se conformer aux dispositions de la directive 98/43/CE du Parlement et du Conseil du 6 juillet 1998 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de publicité et de parrainage en faveur des produits du tabac, et ce concernant les délais.*

2° *Les modifications proposées visent à se conformer à la directive 98/43/CE du Parlement et du Conseil du 6 juillet 1998 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de publicité et de parrainage en faveur des produits du tabac, et ce afin de permettre aux événements parrainés au niveau mondial de se réorienter vers d'autres sponsors.*

L'auteur principal de l'amendement n° 4 dit espérer que le texte qu'il propose fera l'objet d'un consensus. D'une part, il maintient l'interdiction de la publicité et la date d'entrée en vigueur, mais, d'autre part, il permet d'éviter que certaines manifestations qui pour le moment dépendent encore de la publicité pour le tabac, se trouvent confrontées à des difficultés insurmontables, avec toutes les conséquences qui s'ensuivraient pour ce qui est de l'emploi. Les dérogations qui pourront être accordées auront d'ailleurs un caractère temporaire.

Un membre demande si l'on peut admettre sur le plan juridique, qu'une loi prévoit une interdiction générale tout en attribuant au Roi un pouvoir général d'accorder des dérogations pour les manifestations de son choix.

## Verantwoording

*De voorgestelde wijzigingen zijn in overeenstemming met richtlijn 98/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 juli 1998 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten op het gebied van reclame en sponsoring voor tabaksproducten.*

De heren Foret en Happart dienen daarnaast het amendement nr. 6 in (Stuk Senaat, nr. 1-811/5, 1998-1999):

« In dit artikel de volgende wijzigingen aanbrengen :

1° het woord « september » telkens vervangen door het woord « juli »;

2° het laatste gedachtenstreepje doen aanvangen met de woorden « in uitzonderlijke gevallen en om maar behoren gemotiveerde redenen ».

## Verantwoording

1° *De voorgestelde wijzigingen zijn in overeenstemming met de bepalingen van de richtlijn 98/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 juli 1998 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten op het gebied van reclame en sponsoring voor tabaksproducten, wat de termijnen betreft.*

2° *De voorgestelde wijzigingen zijn in overeenstemming met richtlijn 98/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 juli 1998 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten op het gebied van reclame en sponsoring voor tabaksproducten, en stellen de organisatoren van gesponsorde evenementen op wereldniveau in staat nieuwe sponsors te zoeken.*

De hoofdindieners van het amendement nr. 4 hoopt dat rond deze tekst een consensus kan worden bereikt. Enerzijds blijven het reclameverbod en de datum van inwerkingtreding hiervan onverkort gehandhaafd maar anderzijds kan worden voorkomen dat bepaalde evenementen die momenteel nog van tabaksreclame afhankelijk zijn, voor onoverkomelijke moeilijkheden worden geplaatst, met alle gevolgen vandien voor de werkgelegenheid. De uitzonderingen die kunnen worden toegestaan, zijn overigens slechts van tijdelijke aard.

Een lid stelt de vraag of het juridisch aanvaardbaar is bij wet een algemeen verbod in te stellen, maar tegelijk de Koning een algemene bevoegdheid te geven om hiervan voor evenementen naar zijn keuze af te wijken.

Il estime préférable de demander l'avis du Conseil d'État sur ce point.

Les autres membres souscrivent à cette proposition et décident de reprendre l'examen lorsqu'ils disposeront de cet avis.

\*  
\* \*

Compte tenu de l'avis du Conseil d'État (doc. Sénat, n° 1-811/6, 1998-1999) relatif aux amendements n°s 3 et 4, M. Happart et consorts déposent les amendements n°s 7 et 8.

#### «Art. 2

*Remplacer cet article comme suit :*

«Art. 2. — Dans l'article 7, § 2bis, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, inséré par la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac, est inséré un 2<sup>o</sup>bis, rédigé comme suit :

«2<sup>o</sup>bis. Le Roi peut déterminer, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les conditions dans lesquelles l'interdiction visée au 1<sup>o</sup> ne s'applique pas :

— à la publicité pour les produits du tabac faite dans la presse jusqu'au 30 juillet 2002;

— à la publicité pour les produits du tabac faite dans le cadre du parrainage jusqu'au 30 juillet 2003;

— dans des cas exceptionnels, à la publicité pour les produits du tabac faite dans le cadre du parrainage existant d'événements ou activités organisés au niveau mondial jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2006, à condition que les montants consacrés à ce parrainage soient en diminution pendant la période de transition et que des mesures de limitation volontaires soient mises en place afin de réduire la visibilité de la publicité lors des événements ou activités concernés; »

#### Justification

*Cet amendement permet de rencontrer au mieux les exigences de la directive 98/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de publicité et de parrainage en faveur des produits du tabac; il est en outre susceptible de rencontrer le plus large consensus.*

Naar zijn mening zou hierover best het advies van de Raad van State worden ingewonnen.

De andere leden zijn het met dit voorstel eens en besluiten de bespreking voort te zetten in het licht van dit advies.

\*  
\* \*

In het licht van het advies dat de Raad van State (Stuk Senaat, nr. 1-811/6, 1998-1999) bij de amendementen nr. 3 en 4 heeft uitgebracht dienen de heren Happart c.s. de amendementen 7 en 8 in :

#### «Art. 2

*Dit artikel vervangen als volgt :*

«Art. 2. — In artikel 7, § 2bis, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, ingevoegd door de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten, wordt een 2<sup>o</sup>bis ingevoegd, luidende :

«2<sup>o</sup>bis. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit bepalen onder welke voorwaarden het in 1<sup>o</sup> bedoelde verbod niet van toepassing is :

— op de reclame voor tabaksproducten in de pers, tot 30 juli 2002;

— op de reclame voor tabaksproducten in het kader van sponsoring, tot 30 juli 2003;

— in uitzonderlijke gevallen, op de reclame voor tabaksproducten in het kader van bestaande sponsoring van evenementen of activiteiten georganiseerd op mondiaal niveau, tot 1 oktober 2006, op voorwaarde dat de aan die sponsoring bestede bedragen in de loop van de overgangperiode afnemen en vrijwillige beperkende maatregelen worden genomen om de zichtbaarheid van de reclame tijdens de betreffende evenementen of activiteiten te beperken. »

#### Verantwoording

*Dit amendement beantwoordt beter aan de eisen die zijn gesteld door richtlijn 98/43/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 6 juli 1998 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten op het gebied van reclame en sponsoring voor tabaksproducten. De kans is ook groot dat over deze tekst een brede consensus ontstaat.*

## «Art. 3 (nouveau)

Ajouter un article 3 (nouveau), rédigé comme suit :

«Art. 3. — Dans le même paragraphe, il est inséré un 2<sup>o</sup>ter, rédigé comme suit :

«2<sup>o</sup>ter. Jusqu'au 30 juillet 2006, et sans préjudice des dispositions du 2<sup>o</sup>bis, toute propagande ou publicité en faveur du tabac ou des produits du tabac est assortie d'un message de caractère sanitaire dans les conditions fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Cette disposition s'applique également aux conventions qui étaient déjà en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac.»

## Justification

*Cette disposition tient mieux compte de l'article 2 tel que rédigé dans l'amendement n<sup>o</sup> 7 et prend en considération les remarques de l'avis du Conseil d'État.*

L'auteur principal précise que cet amendement tient compte des observations du Conseil d'État (doc. Sénat, n<sup>o</sup> 1-811, 1998-1999) à propos des amendements n<sup>os</sup> 3 et 4 déposés antérieurement.

La principale modification qu'a apportée l'amendement n<sup>o</sup> 7 consiste à définir plus précisément la mission confiée au Roi en l'inscrivant dans le cadre des dispositions de la directive européenne 98/43/CE du 6 juillet 1998.

Le but de cet amendement reste évidemment identique. On ne touche pas à l'interdiction qui frappe la publicité pour le tabac, qui a été approuvée par la Chambre et le Sénat. En même temps, l'amendement respecte l'attitude que le gouvernement a adoptée lors du vote de la directive précitée. Celle-ci prévoit une certaine période de transition pour ce qui est des manifestations qui ont un impact économique considérable et qui risquent d'être mises à mal par l'entrée en vigueur trop rapide de l'interdiction de ce type de publicité.

L'auteur estime que cette réglementation respecte pleinement l'attitude de toutes les instances intervenant dans le dossier. Le pouvoir dont jouit le Roi d'accorder des dérogations à cette interdiction est limité puisque même dans un cas extrême, une dérogation ne pourra aller au-delà de l'année 2006, ce qui correspond à la date limite fixée dans la directive.

Une membre constate que l'amendement n<sup>o</sup> 7 définit, certes, de manière plus précise que ne le faisait l'amendement n<sup>o</sup> 4, la délégation au Roi, mais que cet amendement a également pour effet d'élargir les possibilités de dérogation à l'interdiction de la publi-

## «Art. 3 (nieuw)

Een artikel 3 toevoegen, luidende :

«Art. 3. — In dezelfde paragraaf wordt een 2<sup>o</sup>ter ingevoegd, luidende :

«2<sup>o</sup>ter. Tot 30 juli 2006 en onverminderd de bepalingen van het 2<sup>o</sup>bis gaat alle propaganda of reclame voor tabak of tabaksproducten vergezeld van een boodschap inzake gezondheid, onder de voorwaarden die zijn vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Deze bepaling is eveneens van toepassing op de overeenkomsten die reeds van kracht waren op het ogenblik dat de wet van 10 december 1997 houdende verbod op reclame voor tabaksproducten in werking is getreden.»

## Verantwoording

*Deze bepaling sluit beter aan bij artikel 2, zoals dat in amendement nr. 7 is geformuleerd, en houdt ook rekening met de opmerkingen van de Raad van State.*

De hoofdindieners verduidelijkt dat dit amendement rekening houdt met de opmerkingen die de Raad van State heeft geformuleerd (Stuk Senaat, nr. 1-811, 1998-1999) bij de eerder ingediende amendement nr. 3 en nr. 4.

De belangrijkste wijziging die in het amendement nr. 7 werd aangebracht, bestaat erin dat de opdracht die aan de Koning wordt verleend precieser wordt omschreven en gekaderd in de bepalingen van de Europese Richtlijn 98/43/CE van 6 juli 1998.

De bedoeling van het amendement blijft vanzelfsprekend dezelfde. Het verbod op tabaksreclame dat werd goedgekeurd door de Kamer en de Senaat, blijft onverkort gehandhaafd. Tegelijk respecteert het amendement de houding die de regering heeft aangenomen bij de stemming van de voormelde richtlijn. Deze voorziet in een zekere overgangperiode voor evenementen met belangrijke economische impact, die door de te snelle invoering van het reclameverbod in ernstige moeilijkheden zouden kunnen komen.

De indieners meent dat deze regeling de houding van alle instanties die bij dit dossier betrokken zijn ten volle respecteert. De mogelijkheid van de Koning om afwijkingen op het reclameverbod toe te staan is hoe dan ook beperkt tot in het uiterste geval het jaar 2006, de einddatum die ook in de richtlijn is ingeschreven.

Een lid stelt vast dat het amendement nr. 7 de delegatie aan de Koning weliswaar precieser omschrijft dan dit het geval was in het amendement nr. 4, maar tegelijk ook een uitbreiding betekent van de uitzonderingsmogelijkheden op het reclameverbod. Waar in

cité pour le tabac. Alors que l'amendement n° 4 ne prévoyait des exceptions que pour les « événements » à caractère culturel, sportif, agricole ou touristique, l'amendement n° 7 permet d'accorder également des dérogations pour toute une série d'autres formes de publicité et de parrainage. Il ne s'agit plus uniquement des événements dont les organisateurs auraient objectivement été dans l'impossibilité d'attirer de nouveaux sponsors, mais aussi des manifestations plus restreintes qui auraient pu s'adapter à la situation nouvelle.

Elle y voit une violation du principe de justice. La date d'entrée en vigueur de l'interdiction frappant la publicité pour le tabac, soit le 1<sup>er</sup> janvier 1999, est connue depuis un certain temps déjà. Plusieurs organisateurs de manifestations s'y sont conformés et ont pris les dispositions nécessaires, par exemple en recherchant d'autres sortes de financements. D'autres ont misé sur le fait que le Parlement ferait machine arrière et n'ont rien entrepris pour se préparer à la situation nouvelle. Ils en sont à présent récompensés et, lorsque l'on a une certaine idée de la justice, ce genre de choses est difficile à accepter. Les personnes qui ont joué le jeu ont perdu leurs sponsors, alors que celles qui ont spéculé sur la manne céleste, ont été récompensées.

Un autre membre ajoute que l'issue de ce dossier ne dépend d'ailleurs pas uniquement du Sénat. L'initiative d'interdire toute publicité pour le tabac a été prise par la Chambre des représentants, à une majorité très confortable. Dans un premier temps, le Sénat s'est rallié à cette initiative. Rien n'indique qu'en cas de changement d'attitude du Sénat, ce dernier sera suivi par la Chambre qui a le dernier mot en l'espèce.

Un intervenant suivant répond que pour ce qui est des grandes manifestations, les décisions de parrainage par l'industrie du tabac sont souvent prises à l'étranger. C'est ainsi qu'en Formule 1, le soutien financier des producteurs de cigarettes s'étend non seulement au circuit, mais aussi aux écuries et à l'organisateur du championnat du monde. Il faut craindre que l'interdiction instaurée en Belgique ne leur fera ni chaud ni froid. Au niveau international, plus de 40 pays sont sur la liste d'attente pour accueillir un grand prix de Formule 1; en mettant sur pied un grand prix de l'autre côté de la frontière néerlandaise, les organisateurs pourront même conserver leur public belge.

En ce qui concerne les « petits » organisateurs, il est impossible de bien faire. Si on leur refuse toute possibilité de bénéficier d'une exception et qu'on réserve les dérogations aux grandes manifestations, d'aucuns y verront une violation du principe de non-discrimination. Si l'on prévoit également une possibilité de dérogation pour les « petits » organisateurs, d'autres estimeront que l'on viole le principe de justice.

het amendement nr. 4 alleen uitzonderingen mogelijk waren voor « evenementen » van culturele, sportieve, agrarische of toeristische aard, kunnen op basis van het amendement nr. 7 ook afwijkingen worden toegestaan voor allerlei andere vormen van reclame en sponsoring. Het betreft hier niet meer alleen de evenementen die objectief in de onmogelijkheid zouden geweest zijn om nieuwe sponsors aan te trekken, maar ook meer beperkte manifestaties die wel de kans hadden zich aan te passen aan de nieuwe situatie.

Zij is van oordeel dat hier door het rechtvaardigheidsbeginsel wordt geschaad. Het feit dat op 1 januari 1999 een tabaksverbod zou ingaan is reeds geruime tijd bekend. Een aantal organisatoren van manifestaties hebben zich hierbij neergelegd en de nodige schikkingen genomen, bijvoorbeeld door het aantrekken van andere soorten financiering. Anderen hebben er echter op gegokt dat het Parlement wel op zijn stappen zou terugkeren en niets gedaan om zich op de nieuwe situatie voor te bereiden. Deze worden nu beloond en vanuit een idee van rechtvaardigheid is dit moeilijk aanvaardbaar. Zij die hun werk gedaan hebben zijn hun sponsors kwijt, en zij die erop gespeculeerd hebben dat het manna uit de hemel zou vallen worden op hun wenken bediend.

Een ander lid voegt hieraan toe dat de uitkomst in dit dossier overigens niet alleen van de Senaat afhangt. Het initiatief tot de instelling van een reclameverbod werd in de Kamer van volksvertegenwoordigers genomen en hier gesteund door een zeer ruime meerderheid. De Senaat heeft zich hier in eerste instantie bij aangesloten. Er zijn geen indicaties dat indien de Senaat nu een bocht neemt, de Kamer, die het laatste woord heeft, hierin zal volgen.

Een volgende spreker antwoordt hierop dat, wat de grote evenementen betreft, de beslissingen over de tabakssponsoring vaak in het buitenland worden genomen. Zo worden in de Formule 1 niet alleen de circuits, maar ook de renstallen en de organisator van het wereldkampioenschap zelf, financieel gesteund door sigarettenproducenten. Men mag vrezen dat deze laatsten zich hoe dan ook weinig gelegen laten aan het reclameverbod in België. Internationaal staan meer dan 40 landen te dringen om een grote prijs formule 1 te organiseren. Door net aan de overkant van de Nederlandse grens te gaan, kunnen de organisatoren zelfs hun Belgische publiek behouden.

Wat de « kleinere » organisatoren betreft is het blijkbaar nooit goed. Wanneer men ze van de uitzonderingsmogelijkheden uitsluit en deze voorbehoud voor de grote evenementen, vinden sommigen dat het non-discriminatiebeginsel geschonden wordt. Wanneer men echter ook voor hen in een afwijkingmogelijkheid voorziet vinden anderen dan weer dat het rechtvaardigheidsbeginsel geschonden is.

Or, c'est précisément à ce niveau que se situe le principal avantage du régime proposé par l'amendement n° 7. Le gouvernement peut, à la lumière de la situation concrète, examiner dossier par dossier si une dérogation à l'interdiction de publicité se justifie. Nul ne peut d'ailleurs prédire à l'heure actuelle quelle sera la politique que le gouvernement mènera à cet égard. Les déclarations faites antérieurement devant cette commission par le ministre de la Santé publique donnent toutefois à penser que le gouvernement se montrera très strict.

Il conclut en rappelant que la commission a travaillé dur pendant près d'un an sur ce dossier. Il serait dès lors dommage de ne pas le mener à terme et de ne pas donner un signal au monde extérieur. Si l'on arrive à le faire aboutir, la Chambre pourra réexaminer le problème. Pour elle aussi, une situation nouvelle s'est fait jour après la publication de la directive européenne.

Un membre note que l'on dispose, en effet, au bout d'une année de travail, d'un amendement, qui tente d'apporter une solution au problème. Cet amendement tient compte des points de vue de tous les intervenants dans ce dossier et a été examiné attentivement par le Conseil d'État. Il serait très décourageant de constater que tout ce travail a été accompli en vain.

Ce serait également dommage pour le Sénat, institution qui se veut le maillon entre les communautés et qui a un rôle particulier à jouer dans ce dossier. Chacun aura constaté que ce sont surtout les sénateurs communautaires qui ont alimenté la discussion. L'on propose, en l'espèce, une solution permettant au gouvernement de résoudre, tant au Nord qu'au Sud du pays, les problèmes qui pourraient découler de l'entrée en vigueur trop rapide de l'interdiction de la publicité pour le tabac.

Au cas où le Sénat ne serait pas à même de souscrire à une telle solution, il conviendrait de se demander sérieusement si cette institution ne manque pas à sa mission constitutionnelle. Mais dans ce cas, les autres niveaux de pouvoir devront prendre leurs responsabilités.

Une autre intervenante souligne qu'elle a le plus grand respect pour les membres qui ont fait tout leur possible pour mener à bien ce dossier. Le problème est que jusqu'ici, aucun argument convaincant n'a encore été formulé sur le fond de l'affaire. Le vote par le Sénat de cette proposition de loi qui assouplit l'interdiction frappant la publicité pour le tabac aura-t-elle une influence quelconque sur l'organisation du grand prix de Formule 1, l'année prochaine, en Belgique? On a déjà rappelé à plusieurs reprises que l'organisation de ce type de compétition se prépare des années à l'avance. Dans ce cas, la décision que prendra le Sénat en l'espèce n'a guère d'importance. Du reste, rien ne permet de supposer que la Chambre

Precies echter op dit vlak ligt het grote voordeel van de regeling in het amendement nr. 7. De regering kan, in het licht van de concrete situatie voor elk dossier afzonderlijk afwegen of een afwijking van het reclameverbod gewettigd is. Niemand kan overigens op dit ogenblik weten welk beleid de regering op dit vlak zal voeren. De verklaringen die eerder in deze commissie door de minister van Volksgezondheid zijn afgelegd, wettigen wel het vermoeden dat zij zeer restrictief tewerk zal gaan.

Hij besluit dat de commissie gedurende bijna een jaar zeer hard op dit dossier gewerkt heeft. Het zou dan ook jammer zijn indien zij niet tot een besluit zou kunnen komen en een signaal geven aan de buitenwereld. Indien dit er komt kan ook de Kamer zich opnieuw over deze aangelegenheid beraden. Ook voor haar is er immers een nieuwe situatie ontstaan na de publicatie van de Europese richtlijn.

Een lid merkt op dat inderdaad, na een jaar werken, hier een amendement voorligt waarin wordt getracht een oplossing voor deze problematiek te vinden, die rekening houdt met de standpunten van alle betrokkenen in dit dossier en dat door de Raad van State grondig is onderzocht. Het zou erg ontmoedigend zijn, mocht nu blijken dat al dit werk voor niets geweest is.

Dit zou ook jammer zijn voor de Senaat als instelling, die als bindende instantie tussen de Gemeenschappen in dit dossier een bijzondere opdracht te vervullen heeft. Het kan niemand ontgaan dat vooral gemeenschapssenatoren deze discussie op gang hebben gehouden. Hier wordt een oplossing aange-reikt, waarbij de regering de mogelijkheid krijgt om, zowel in het Noorden als in het Zuiden van het land mogelijke problemen die de al te snelle invoering van het reclameverbod kan teweeg brengen te verhelpen.

Indien de Senaat niet in staat is, zich achter een dergelijke oplossing te scharen, moet ernstig de vraag worden gesteld of de instelling niet zwaar tekortschiet in haar grondwettelijke opdracht. In dat geval echter zullen de andere bevoegdheidsniveau's hun verantwoordelijkheid moeten opnemen.

Een volgende spreker merkt op dat zij het grootste respect heeft voor de leden die al het mogelijke hebben gedaan om dit dossier tot een goed einde te brengen. Het probleem is alleen dat over de grond van de zaak nog steeds geen enkel overtuigend argument is geformuleerd. Zal de goedkeuring in de Senaat van dit wetsvoorstel, dat een versoepeling van het reclameverbod inhoudt, enige invloed hebben op de organisatie van de grote prijs Formule 1 volgend jaar in België. Er is hier immers al bij herhaling gesteld dat de organisatie van dit soort wedstrijden jaren op voorhand moet gebeuren. In dat geval heeft het weinig belang wat de Senaat hier beslist. Er is overigens geen enkel signaal dat laat veronderstellen dat de



des représentants, qui a voté l'interdiction de ce type de publicité à une majorité confortable, fera machine arrière dans ce dossier.

À cela s'ajoute que l'an dernier, au moment du vote de la loi interdisant la publicité pour le tabac, plusieurs amendements ont été présentés afin de reporter de quelques années l'entrée en vigueur de l'interdiction pour ce type d'événements. Ces amendements ont alors été balayés d'un revers de la main parce que certains espéraient pouvoir emporter toute la mise. On peut considérer cela comme une erreur stratégique, mais il ne serait pas bon pour le Sénat, en tant qu'institution, qu'un an après les faits, il vote malgré tout un tel assouplissement, d'autant qu'il n'est absolument pas certain que cela changera quoi que ce soit de fondamental sur le terrain.

Un membre répond que, d'un point de vue purement stratégique, on a peut-être été mal avisé l'année passée de rejeter les amendements permettant un assouplissement limité. L'attitude adoptée alors par plusieurs membres n'était, cependant, pas motivée par des considérations relevant de la tactique politique, mais par la conviction que l'interdiction de la publicité pour le tabac, telle qu'elle était définie par le projet d'alors, soulèverait de graves problèmes.

Il est vrai que le calendrier des compétitions de Formule 1 est fixé plusieurs années à l'avance et que le grand prix de Francorchamps est d'ailleurs inscrit au programme pour les prochaines années.

Tous ceux qui connaissent la situation en France savent cependant que les choses peuvent changer très vite. Le gouvernement français n'a pas respecté les engagements pris lors de l'entrée en vigueur de la loi Evin mais il a dû prendre rapidement des mesures pour y remédier. Dans les circonstances actuelles, les écuries ne peuvent tout bonnement pas se permettre de participer à des courses sans mettre leurs sponsors en évidence. De plus, les possibilités de délocalisation en dehors de nos frontières ne manquent pas, tout en continuant à attirer le public belge.

Il est effectivement sans doute trop tard pour donner encore aux organisateurs de compétitions de Formule 1 à Francorchamps une réponse définitive sur l'éventualité d'un assouplissement de l'interdiction de la publicité pour le tabac en 1999. Les autres espèrent cependant qu'un signe fort du Sénat suffira pour convaincre les organisateurs que la Belgique est prête dans ce dossier à rechercher une solution raisonnable et que notre pays mérite donc un répit.

Un intervenant relève que tant la Chambre que le Sénat ont fermement pris position il y a un an sur l'interdiction de la publicité pour le tabac. Tant du point de vue tactique que du point de vue du fond, les groupes qui, à l'époque, ont soutenu cette interdiction, peuvent difficilement faire machine arrière. Une

Kamer van volksvertegenwoordigers, die het reclameverbod met een ruime meerderheid aangenomen heeft, in dit dossier op haar stappen zou terugkeren.

Hierbij komt dat, toen de anti-reclamewet vorig jaar werd gestemd, verschillende amendementen voorlagen om dit soort evenementen een paar jaren respijt te geven. Die werden toen van de kaart geveegd omdat sommigen hoopten de volle buit binnen te halen. Men kan dit als een strategische fout zien, maar het zou de Senaat als instelling geen goed doen indien nu, een jaar na feiten toch nog een dergelijke versoepeling zou worden gestemd, temeer daar het helemaal niet zeker is of die de zaken op het terrein fundamenteel zou beïnvloeden.

Een lid antwoordt dat het een jaar geleden vanuit louter strategisch standpunt misschien onverstandig is geweest tegen de amendementen die een beperkte versoepeling mogelijk maakten, te stemmen. De houding die toen door een aantal leden werd aangenomen was echter niet ingegeven door politiek-tactische overwegingen maar door de overtuiging dat het reclameverbod zoals in het toenmalige ontwerp omschreven, zware problemen zou opleveren.

Het is inderdaad zo dat de kalender van de Formule 1 wedstrijden enkele jaren op voorhand wordt vastgelegd, en dat overigens de grote prijs in Francorchamps hierop ingeschreven staat voor de eerstkomende jaren.

Wie de situatie in Frankrijk kent weet echter dat dit vlug kan veranderen. De Franse regering was de engagementen die werden aangegaan bij de inwerkingtreding van de wet Evin niet nagekomen maar heeft snel maatregelen moeten nemen om deze situatie recht te trekken. De renstallen kunnen het zich in de huidige omstandigheden immers gewoonweg niet veroorloven zonder vermelding van hun sponsors aan races deel te nemen. Bovendien hebben zij voldoende uitwijkmogelijkheden buiten onze grenzen, om ook het Belgische publiek te bereiken.

Het is inderdaad wellicht te laat om de organisatoren van de Formule 1 wedstrijd in Francorchamps, nu nog uitsluitel te geven over het al dan niet versoepelen van het reclameverbod in het jaar 1999. De auteurs hopen echter dat een sterk signaal van de Senaat kan volstaan om ze ervan te overtuigen dat België bereid is in dit dossier tot een redelijke oplossing te komen en dat ons land derhalve enig respijt verdient.

Een spreker merkt op dat zowel de Kamer als de Senaat, inzake het verbod op tabaksreclame zowat een jaar geleden een sterk standpunt hebben ingenomen. Niet alleen vanuit tactische overwegingen, maar ook vanuit inhoudelijk oogpunt is het voor de fracties die het verbod indertijd hebben gesteund, zeer

grande partie du public ne comprendrait pas un tel revirement.

Qui plus est, en application de la directive européenne, toute forme de publicité ou de parrainage liée au tabac sera impossible d'ici quelques années. L'assouplissement que l'on veut aujourd'hui intégrer dans la loi, ne serait en tout cas applicable que pendant une période très limitée, après quoi il ne sera plus possible de rebrousser chemin.

Fort de ces considérations, il déclare ne pas pouvoir marquer son accord sur un changement de cap dans ce dossier et s'abstiendra donc lors du vote.

Un dernier intervenant déclare qu'il a fait tout son possible pour trouver une solution dans ce dossier, non pas pour des motifs d'ordre tactique ou stratégique, mais animé par des motifs politiques honnêtes. On a essayé, pendant des mois de débat franc et ouvert, de parvenir à une solution dans laquelle chacun pourrait se reconnaître et qui recueillerait un large consensus. Cela ne s'est pas avéré possible. Peut-être eût-il été plus honnête que ceux qui ne voulaient pas d'une solution, le disent franchement dès le départ.

### III. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

#### Intitulé

La présidente signale que la date de la loi interdisant la publicité pour les produits du tabac n'a pas encore été mentionnée dans l'intitulé. Elle propose de faire figurer la date dans un nouvel intitulé.

Les membres présents marquent leur accord.

#### Article premier

Cet article est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

#### Article 2

Les amendements n<sup>os</sup> 1, 2, 4, 5 et 6 sont retirés par leurs auteurs.

L'amendement n<sup>o</sup> 7 est adopté par 7 voix contre 5 et 2 abstentions.

L'article 2 ainsi modifié est adopté par un vote identique.

#### Article 3 (nouveau)

L'amendement n<sup>o</sup> 3 est retiré par ses auteurs.

moeilijk hierop nu te gaan terugkomen. Een groot deel van het publiek zou niet begrijpen waarom een dergelijke bocht wordt genomen.

Nog belangrijker is echter het feit dat, ten gevolge van de Europese richtlijn, over enkele jaren hoe dan ook geen enkele vorm van tabaksreclame of sponsoring mogelijk is. Een versoepeling die nu in de wet wordt ingebouwd zou derhalve hoe dan ook slechts gedurende een zeer beperkte tijd kunnen gelden en nadien is er geen enkele weg terug.

Hij verklaart vanuit deze overwegingen onmogelijk met een koerswijziging in dit dossier te kunnen instemmen en zich derhalve bij de stemming te onthouden.

Een laatste spreker verklaart dat hij zich tot het uiterste heeft ingespannen om in dit dossier tot een oplossing te komen, niet om tactische of strategische redenen, maar op basis van eerlijke politieke motieven. Gedurende al deze maanden werd getracht via een eerlijk en open debat tot een oplossing te komen waarin iedereen zich kan herkennen en die op een consensus zou kunnen rekenen. Dit is niet mogelijk gebleken. Misschien was het eerlijker geweest indien diegenen die helemaal geen oplossing wensten, dit meteen duidelijk hadden gemaakt bij het begin van het debat.

### III. ARTIKELSGEWIJZEBESPREKING EN STEMMINGEN

#### Opschrift

De voorzitter stipt aan dat de datum van de wet houdende verbod op reclame voor tabaksproducenten, nog niet in het opschrift werd vermeld. Zij stelt voor dat dit wordt rechtgezet in een nieuw opschrift.

De aanwezige leden zijn het hiermee eens.

#### Artikel 1

Dit artikel wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

#### Artikel 2

De amendementen nrs. 1, 2, 4, 5 en 6 worden door de indieners ingetrokken.

Het amendement nr. 7 wordt aangenomen met 7 tegen 5 stemmen bij 2 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel 2 wordt met dezelfde stemuitslag aangenomen.

#### Artikel 3 (nieuw)

Het amendement nr. 3 wordt ingetrokken door de indieners.

L'amendement n° 8 est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Mme Delcourt-Pêtre dépose l'amendement n° 9 (doc. Sénat, n° 1-811/5, 1998-1999), qui vise à ajouter un article 3 insérant, au 2°, de l'article 7, § 2bis de la loi du 24 janvier 1977, entre le mot «magazins» et les mots «de tabac», les mots «ou points de vente».

Elle précise que la loi, dans sa forme actuelle, fausse en quelque sorte la concurrence entre les magasins qui vendent exclusivement des produits du tabac et les autres magasins de quartier qui proposent un éventail plus large de produits, parmi lesquels des produits de tabac.

Un membre demande ce que l'on entend précisément par «points de vente de tabac». Cet amendement signifie-t-il que l'on pourrait, par exemple, faire de la publicité sur le parking d'un supermarché, qui, sur la base d'une interprétation large, pourrait être considéré comme la devanture d'un point de vente de tabac?

L'auteur de l'amendement souligne que la seule interprétation que l'on peut donner au terme «devanture» est celle de façade (*voorgevel*) d'un magasin. C'est d'ailleurs ainsi que le terme a été traduit en néerlandais dans la loi du 10 décembre 1997.

Elle répète que, dans la logique de l'amendement, l'on entend par «points de vente» les petits magasins de quartier.

Le ministre fait observer qu'en ce moment, l'administration de la santé publique et l'inspection des denrées alimentaires préparent la mise en œuvre de la loi du 10 décembre 1997. Elles donnent à la définition figurant au § 2bis, 2°, la signification suivante: l'on ne peut procéder à l'affichage de produits de tabac que sur la devanture des véritables magasins de tabac et sur celle des magasins de journaux où l'on vend également des produits de tabac. Par affichage, l'on entend le simple fait de mentionner le nom de la marque sur un fond neutre. Par conséquent, les néons, etc., ne sont admissibles en aucun cas.

Une membre signale que cette disposition a donné lieu à pas mal de discussions. Il est exact que l'objet de la loi du 10 décembre 1997 était de réserver l'affichage des marques de tabac sur la devanture aux petits magasins de tabac et de journaux pour empêcher que l'on tourne l'interdiction de la publicité pour le tabac, par exemple en apposant des affiches sur les stations-services le long des autoroutes ou sur les grands magasins.

Selon elle, l'amendement qui a été proposé ouvre de nouvelles possibilités en la matière.

Het amendement nr. 8 wordt aangenomen met 12 stemmen bij twee onthoudingen.

Mevrouw Delcourt-Pêtre dient het amendement nr. 9 in (Stuk Senaat, nr. 1-811/5, 1998-1999) dat ertoe strekt een artikel 3 toe te voegen, waarbij in het secundo van artikel 7, § 2bis, van de wet van 24 januari 1977, na het woord «tabakswinkels» de woorden «of verkooppunten voor tabak» worden ingevoegd.

Zij verduidelijkt de wet zoals zij nu is, een zekere vorm van concurrentievervalsing inhoudt tussen de winkels die uitsluitend tabakswaaren verkopen en de andere buurtwinkels die een breder gamma aan producten, waaronder rookwaaren, aanbieden.

Een lid vraagt wat precies moet worden begrepen onder het begrip «verkooppunten voor tabak». Beteekent dit amendement dat bijvoorbeeld ook reclame kan worden gemaakt op de parkings van hypermarkten die op basis van een ruime interpretatie zouden kunnen worden beschouwd als «le devanture» van een verkooppunt van tabak.

De indienster van het amendement onderstreept dat de term «devanture» alleen kan worden geïnterpreteerd als «de voorgevel» van de winkels. Zo is de term in de wet van 10 december 1997 overigens in het Nederlands vertaald.

Zij herhaalt dat in de logica van het amendement, onder «verkooppunten» de kleinere buurtwinkels worden verstaan.

De minister merkt op dat de uitvoering de wet van 10 december 1997 momenteel door de administratie van volksgezondheid en de eetwarenspectie wordt voorbereid. Deze interpreteren de omschrijving onder § 2bis, 2°, in die zin, dat affichage van tabaksproducten alleen mogelijk is op de gevel van echte tabakswinkels en krantenwinkels waar ook tabakswaaren verkocht worden. Onder «affichage» verstaan zij de loutere vermelding van de merknaam op een neutrale achtergrond. Lichtreclames en dergelijke zijn derhalve in geen enkel geval toelaatbaar.

Een lid stipt aan dat deze bepaling aanleiding heeft gegeven tot heel wat discussie. Het was inderdaad de bedoeling van de wet van 10 december 1997 het afficheren van tabaksmerken op de voorgevel, te beperken tot de kleine tabakswinkel en krantenwinkel teneinde te verhinderen dat het reclameverbod zou worden omzeild door bijvoorbeeld het aanbrengen van affiches op pompstations langs de autowegen of op grootwarenhuizen.

Het hier voorgestelde amendement opent volgens haar opnieuw mogelijkheden in deze richting.

Le ministre confirme que cet amendement comporte le risque que l'on interprète la notion de « point de vente » de manière particulièrement large.

L'amendement n° 9 est adopté par 7 voix contre 6 et 1 abstention.

Une série de membres soulignent qu'il doit être clair que le mot « devanture » signifie « voorgevel ». Sur la base de cette disposition, l'on ne peut pas par exemple placer d'affiches sur les parkings des supermarchés ni sur le toit des stations-services le long des autoroutes.

L'ensemble de la proposition de loi amendée a été adopté par 7 voix contre 5 et 2 abstentions.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

*Le rapporteur,*  
Jean-Marie HAPPART.

*La présidente,*  
Lydia MAXIMUS.

\*  
\* \*

**TEXTE ADOPTÉ  
PAR LA COMMISSION**

—  
Voir le doc. Sénat n° 1-811/8, 1998-1999

De minister beaamt dat inderdaad het risico bestaat dat met dit amendement, het begrip « verkooppunten » bijzonder ruim kan worden geïnterpreteerd.

Het amendement nr. 9 wordt aangenomen met 7 tegen 6 stemmen bij 1 onthouding.

Een aantal leden onderstrepen dat het wel duidelijk moet zijn, dat het woord « devanture » moet worden geïnterpreteerd als « de voorgevel ». Men kan op basis van deze bepaling bijvoorbeeld geen affiches gaan plaatsen op parkings van grootwarenhuizen en op het dak van pompstations langs de autoweg.

Het geamendeerde wetsvoorstel in zijn geheel wordt aangenomen met 7 tegen 5 stemmen bij 2 onthoudingen.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het uitbrengen van dit verslag.

*De rapporteur,*  
Jean-Marie HAPPART.

*De voorzitter,*  
Lydia MAXIMUS.

\*  
\* \*

**TEKST AANGENOMEN  
DOOR DE COMMISSIE**

—  
Zie Stuk Senaat nr. 1-811/8, 1998-1999